

G20



Bureau
international
du Travail

Ajustements de l'emploi et du marché du travail dans les pays du G20 entre 2007 et 2009 et perspectives pour 2010: Aperçu statistique

Rapport préparé par le BIT, avec le concours de l'OCDE,
et soumis à la réunion des ministres de l'Emploi et du Travail du G20,

20-21 avril 2010, Washington, DC

Introduction

L'économie mondiale retrouve actuellement le chemin de la croissance après une grave crise financière et économique. Née aux Etats-Unis en août 2007, cette crise a gagné d'autres secteurs et pays en 2008 pour s'accroître en septembre-octobre de la même année. Les cours de la bourse et des produits de base se sont effondrés partout dans le monde et de grandes institutions financières des Etats-Unis et de l'Europe ont dû être secourues d'urgence. Les pays en développement et les pays émergents ont souffert principalement à cause du recul du commerce international, des prix des produits de base et des entrées de capitaux. La crise s'est alors étendue à l'économie réelle dans le monde entier et a touché les entreprises et les travailleurs ainsi que les ménages, entraînant un fléchissement de la consommation et des investissements et une révision à la baisse des anticipations.

Des suppressions d'emplois, une hausse du chômage et une diminution des revenus ont été observées dans la quasi-totalité des pays du G20 à partir du début de 2009.

Les gouvernements sont intervenus pour soutenir l'activité économique au moyen d'injections massives

de liquidités sur les marchés financiers et d'une politique monétaire musclée, consistant principalement à réduire fortement les taux d'intérêt. Des mesures de relance budgétaire d'une ampleur exceptionnelle ont été prises, qui ont comporté des réductions d'impôts discrétionnaires et une augmentation des dépenses publiques. D'importantes mesures ont également été adoptées sur le front de l'emploi (modalités de travail à temps partiel, programmes de formation et extension de l'assurance-chômage). Le G20 a joué un rôle actif dans la coordination des ripostes mondiale et nationale, notamment en décidant, en avril 2009 à Londres, de tripler les ressources du FMI. Dans l'ensemble, ces mesures ont permis d'éviter une récession encore plus grave et de limiter le nombre de faillites d'entreprises et de suppressions d'emplois.

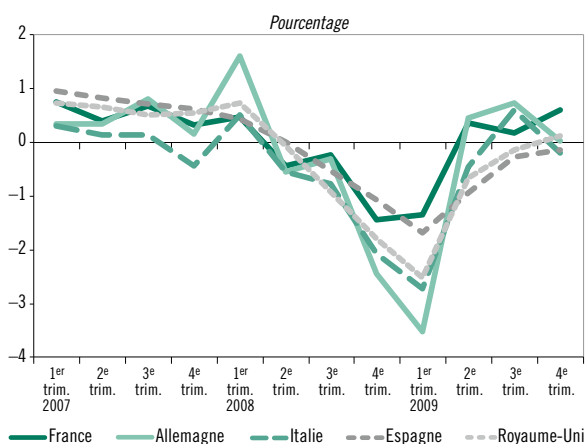
Le présent aperçu statistique a été réalisé avec le concours de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE.

Note: Cet aperçu a été établi sur la base de données officielles publiées au 1^{er} mars 2010.

1. L'économie de la quasi-totalité des pays du G20 s'est contractée au quatrième trimestre de 2008 et au début de 2009, et des signes de reprise sont apparus au second semestre de 2009¹

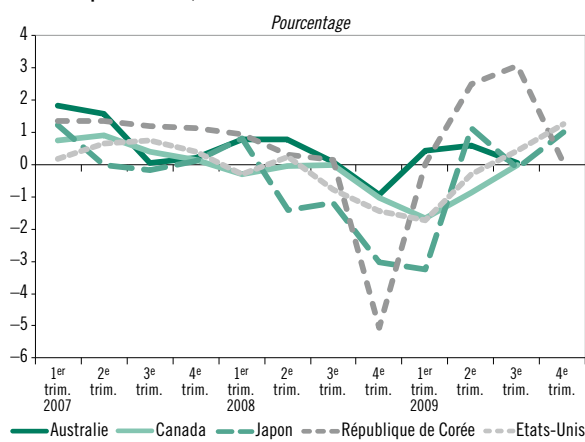
L'économie mondiale a connu un coup d'arrêt très net à la fin de 2008 et au début de 2009. Au premier trimestre de 2008, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a été négative aux Etats-Unis et au Canada. Au deuxième trimestre de 2008, la crise a gagné les pays de l'Union européenne (UE), le Japon, le Mexique et la Turquie, qui entretenaient tous des relations économiques étroites avec les pays les plus touchés. Au quatrième trimestre de 2008, la croissance du PIB était négative dans 16 des 17 pays du G20 pour lesquels on dispose de données trimestrielles, pays développés et pays émergents étant touchés de la

Figure 1. Pays sélectionnés du G20: Taux de croissance du PIB par trimestre, 2007-2009



Source: OCDE et sources nationales. Croissance trimestrielle corrigée des variations saisonnières.

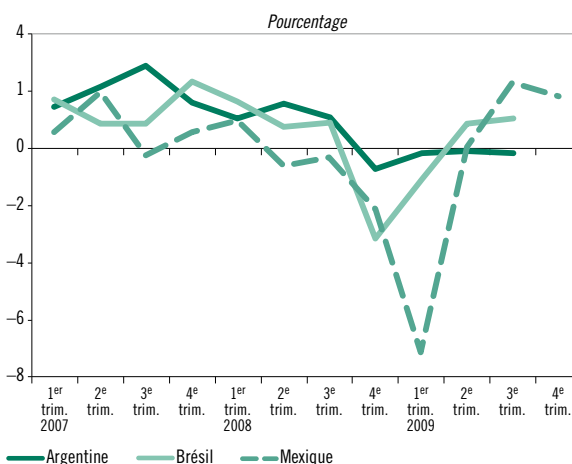
Figure 2. Pays sélectionnés du G20: Taux de croissance du PIB par trimestre, 2007-2009



Source: OCDE et sources nationales. Croissance trimestrielle corrigée des variations saisonnières.

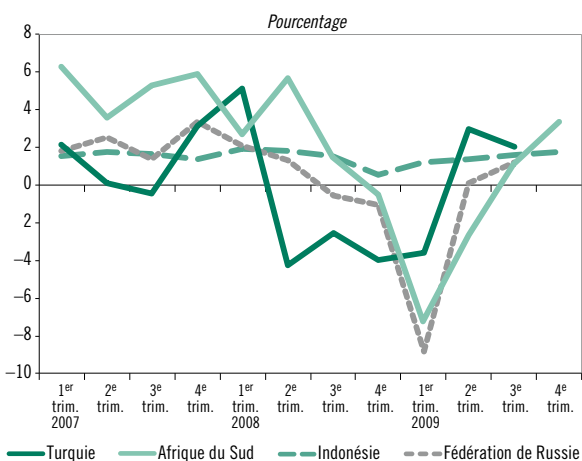
¹ L'analyse présentée ici reposant en grande partie sur des données trimestrielles et semi-annuelles, les pays qui rassemblent et publient de telles données sont favorisés.

Figure 3. Pays sélectionnés du G20: Taux de croissance du PIB par trimestre, 2007-2009



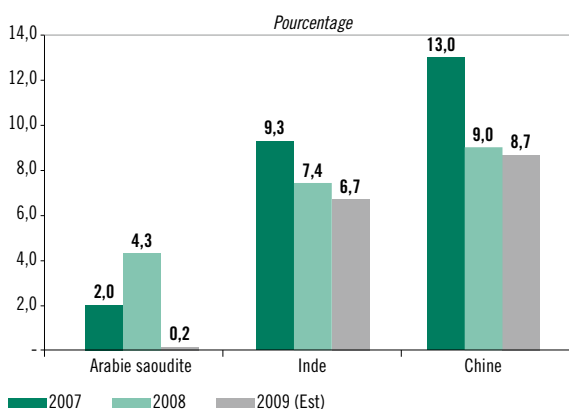
Source: OCDE et sources nationales. Croissance trimestrielle corrigée des variations saisonnières.

Figure 4. Pays sélectionnés du G20: Taux de croissance du PIB par trimestre, 2007-2009



Source: OCDE et sources nationales. Croissance trimestrielle corrigée des variations saisonnières.

Figure 5. Pays sélectionnés du G20: Taux de croissance annuelle du PIB réel 2007-2009



Source: Sources nationales officielles et ONU pour les estimations 2009.

même manière. En Indonésie, elle est restée positive au cours de ce trimestre, comme pendant toute la période 2007-2009 (figures 1 à 5 et tableau 1).

La durée de la récession a beaucoup varié d'un pays à l'autre. Elle a été de trois à quatre trimestres consécutifs dans huit des 19 pays du G20 pour lesquels on dispose d'estimations trimestrielles du PIB réel et de cinq trimestres ou plus dans quatre autres. C'est en Espagne qu'elle a été la plus longue: sept trimestres consécutifs jusqu'au quatrième trimestre de 2009. L'Italie a quant à elle subi sept trimestres non consécutifs de contraction de son économie, y compris là aussi le quatrième trimestre de 2009.

2. Le ralentissement économique a d'abord touché les pays développés du G20 mais c'est dans certains pays émergents du G20 que la récession a été la plus intense

L'intensité de la récession, mesurée par la variation entre le pic et le creux du PIB réel pendant cette période, a été forte dans de nombreux pays, à de notables exceptions près, et très forte dans certains pays émergents du G20 comme la Turquie (−14,2 pour cent), la Fédération de Russie (−10,8 pour cent) et le Mexique (−9,1 pour cent)

(tableau 1). En Chine et en Inde, malgré un ralentissement dans la première et une contraction d'un trimestre dans la deuxième, la croissance du PIB réel est restée robuste en 2009 puisqu'elle est estimée respectivement à 8,7 et 6,7 pour cent. En Arabie saoudite, la croissance économique a ralenti jusqu'à s'immobiliser en 2009.

Dans les pays développés du G20, c'est au Japon que l'intensité de la récession a été la plus forte (−8,4 pour cent) en raison d'une baisse très nette de la demande extérieure. L'écart entre les pics et les creux du PIB réel a été moins prononcé mais tout de même notable en Allemagne, en Italie et en République de Corée, par ordre d'importance.

Dans 16 des 17 pays du G20 qui ont fourni des données trimestrielles et dont l'économie s'est contractée pendant au moins un trimestre entre le quatrième trimestre de 2007 et le quatrième trimestre de 2009, le PIB réel a déjà atteint son point le plus bas et la reprise semble donc s'amorcer.

Toutefois, à l'exception de la Chine et de l'Indonésie (dont l'économie ne s'est pas contractée au cours de cette période) ainsi que de l'Australie, de l'Inde, de la République de Corée et de l'Afrique du Sud (où la crois-

Tableau 1. Pays sélectionnés du G20 (19): Durée et intensité de la crise (sur la base du PIB trimestriel corrigé des variations saisonnières)

Pays	Durée de la contraction du PIB									Nombre de trimestres de croissance négative du PIB	Intensité de la récession	Intensité de la reprise (éventuelle)
	2007 4 ^e trim.	2008 1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	2009 1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		Variation entre le pic et le creux (en %)	Variation entre le creux et le dernier trim. disponible (en %)
Argentine				P	C				n.d.	1	−0,5	0,2
Australie				P	C				n.d.	1	−0,8	1,5
Brésil				P		C			n.d.	2	−3,8	2,4
Canada				P			C		n.d.	4	−3,3	0,1
Chine ^a				P	C					0	0,7	10,7
France		P				C				4	−3,5	1,1
Allemagne		P				C				4	−6,7	1,2
Indonésie				P	C					0	0,4	5,4
Inde ^a				P	C				n.d.	1	−0,3	7,1
Italie		P					C			7	−6,4	0,4
Japon		P				C				4	−8,4	2,4
République de Corée				P	C					1	−5,1	6,3
Mexique		P				C				4	−9,1	4,7
Fédération de Russie			P				C		n.d.	4	−10,8	1,0
Afrique du Sud				P			C			3	−2,8	4,1
Espagne		P							C	7	−4,6	s.o.
Turquie		P				C			n.d.	4	−14,2	4,7
Royaume-Uni		P						C		6	−6,0	0,1
Etats-Unis			P				C			5	−3,8	2,0

Notes: Les cellules vertes indiquent une variation trimestrielle négative.
P: pic (niveau le plus haut entre le 4^e trim. de 2007 et le 3^e trim. de 2008).
C: creux (niveau le plus bas entre le 4^e trim. de 2008 et le 4^e trim. de 2009).
n.d.: non disponible.
s.o.: sans objet.
^a Estimations du PIB réalisées par l'OCDE.
Source: BIT d'après les données nationales officielles. Données corrigées des variations saisonnières.

sance positive entre le creux et le dernier trimestre pour lequel on dispose de données compense la variation négative pendant la période de récession), le niveau du PIB réel de 13 pays du G20 pour lesquels des données sont disponibles reste très en deçà du pic le plus récent.

Il convient de noter que l'intensité de la récession n'a pas été proportionnée à la variation du taux de chômage pendant la crise (tableau 2). Les pays qui, dans ce tableau, apparaissent dans la diagonale blanche se sont comportés de façon prévisible, enregistrant soit de fortes contractions de la production qui ont entraîné une nette hausse du chômage (Turquie, Royaume-Uni et Canada), soit une légère baisse de la production qui a provoqué une faible hausse du chômage (Afrique du Sud). Une

autre situation habituelle est observée en Indonésie où la croissance moins forte mais toujours positive du PIB réel a entraîné une légère baisse du taux de chômage.

Toutefois, le tableau 2 met en évidence de nombreux schémas atypiques. Par exemple, dans des pays comme l'Espagne, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, la France, le chômage a beaucoup plus augmenté que ne le donnait à penser la baisse de la production. A l'inverse, dans d'autres pays comme l'Allemagne, le Japon et le Mexique et, dans une moindre mesure, l'Italie et la Fédération de Russie, la progression du chômage a été très inférieure à celle que laissait prévoir l'effondrement de la production. Ces comportements atypiques s'expliquent par des facteurs tels que la nature du choc,

Tableau 2. Impact de la crise sur le PIB réel et le chômage: De grandes différences d'un pays à l'autre. Variation du PIB (en pourcentage) / variation du taux de chômage (en points de pourcentage) en 2009

	Baisse du taux de chômage	Hausse légère à modérée du taux de chômage (de 0 à 1,5 pp)	Forte hausse du taux de chômage (de 1,51 à 3,0 pp)	Très forte hausse du taux de chômage (supérieure à 3 pp)
Croissance du PIB en baisse mais positive	Indonésie (4,5 / -0,4)	Argentine (0,9 / 0,8) Australie (1,4 / 1,4) Brésil (0,1 / 0,2) Chine (8,7 / 0,3) Corée, Rép. de (0,2 / 0,5) Arabie saoudite (0,2 / 0,7)		
Recul modéré du PIB (de -2,5 % à 0 %)		Afrique du Sud (-2,2 / 1,1)	France (-2,3 / 1,7)	Etats-Unis (-2,4 / 3,5)
Fort recul du PIB (de -2,51 % à -4,99 %)			Royaume-Uni (-4,9 / 1,9) Canada (-2,6 / 2,2)	Espagne (-3,6 / 6,7) Turquie (-4,7 / 3,1)
Très fort recul du PIB (supérieur à 5 %)		Italie (-5,0 / 1,1) Allemagne (-5,0 / 0,2) Japon (-5,2 / 1,1) Mexique (-6,5 / 1,5)	Fédération de Russie (-7,0 / 2,0)	

Notes: Les chiffres entre parenthèses indiquent respectivement la variation du PIB réel et la variation du taux de chômage en 2009.
pp: point de pourcentage.

Source: OCDE et BIT d'après des estimations nationales officielles.

Encadré 1. Les pays du G20 ont réagi à la crise principalement en réduisant l'emploi et le temps de travail

- Parmi les 12 pays du G20 dont le PIB réel s'est contracté et pour lesquels des données sont disponibles, neuf ont enregistré une diminution du temps de travail et une baisse de l'emploi pendant la période de récession. Au Japon et au Royaume-Uni, les trois indicateurs du marché du travail ont régressé (figure 6).

- Les variations ont été plus ou moins prononcées selon les pays. L'emploi a beaucoup reculé en Espagne (-8,6 pour cent) et aux Etats-Unis (-3,8 pour cent) et un peu moins en Fédération de Russie. C'est au Canada (-4,8 pour cent), en Allemagne (-3,3 pour cent) et au Japon (-3,0 pour cent) que la diminution du temps de travail a été la plus importante. Il est à noter que le recul de l'emploi et la diminution du temps de travail seraient plus prononcés si l'on prenait une période de référence plus longue puisque la crise se fait sentir sur le marché du travail au-delà de la période de contraction maximale de la production totale.

- Le taux de rémunération a nettement diminué en Fédération de Russie (-3,7 pour cent), et plus modestement au Japon, en République de Corée et au Royaume-Uni. Il a progressé (mais assez peu en général) dans la majorité des pays pour lesquels on dispose de données pour la période de contraction du PIB, car les licenciements ont d'abord touché les travailleurs temporaires et les jeunes, dont les revenus d'activité sont inférieurs à ceux des travailleurs qui ont un contrat à durée indéterminée et des travailleurs âgés. Cet effet est particulièrement visible en Espagne où le taux de rémunération a augmenté de 6,3 pour cent.

- En Argentine et en Allemagne, l'emploi a progressé pendant toute la période de contraction du PIB (mais, en Argentine, l'effet s'est fait sentir à retardement car il a ensuite baissé). En Allemagne, l'ajustement s'est fait par une diminution du temps de travail. En Indonésie, l'emploi et le taux de rémunération ont tous deux augmenté au cours de cette période.

Figure 6. Pays sélectionnés du G20 (15): L'ajustement du marché du travail pendant la crise
Variation en pourcentage entre le pic et le creux de la crise actuelle^a



la résilience de la consommation intérieure, le rôle des mesures prises pour maintenir les personnes dans l'emploi et l'état de l'économie avant la crise.

3. Malgré une relative stabilisation économique au cours du second semestre de 2009, la demande de main-d'œuvre a continué de reculer dans la quasi-totalité des pays développés du G20 et dans certains pays émergents du G20

La croissance économique s'est stabilisée dans la plupart des pays du G20 au cours du second semestre de 2009, sans que cela se traduise encore par une amélioration globale de la situation du marché du travail.

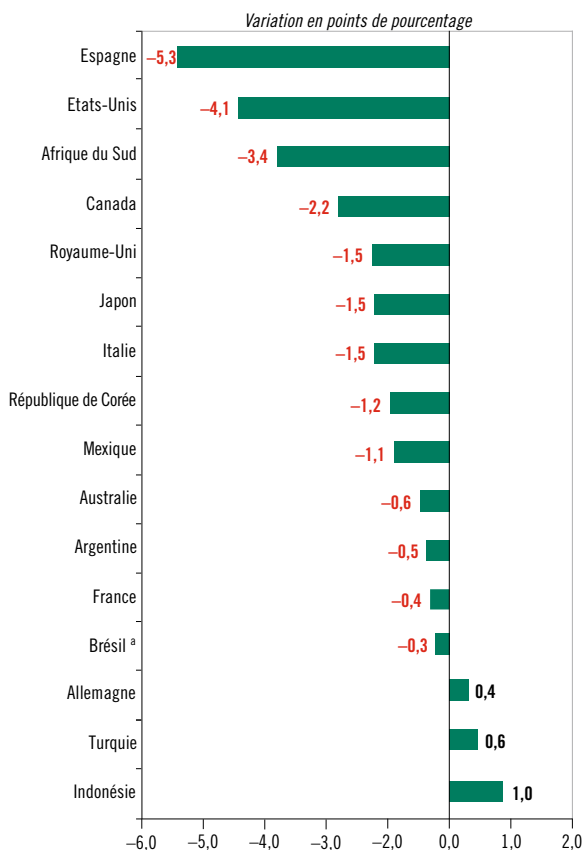
Au cours de la seconde moitié de 2009, la demande de main-d'œuvre, mesurée par le ratio emploi/population, a diminué dans 12 des 16 pays du G20 disposant de données trimestrielles ou semestrielles par rapport au niveau du second semestre de 2007 avant la crise (figure 7 et tableau 3). C'est dans des pays développés, comme l'Espagne (–5,3 points de pourcentage) et les Etats-Unis (–4,1 points de pourcentage) que cette diminution a été la plus forte; elle a été moins prononcée au Canada, en Italie, au Japon et au Royaume-Uni. Néanmoins, la demande de main-d'œuvre a augmenté de 0,4 point de pourcentage en Allemagne entre le troisième trimestre de 2007 et le troisième trimestre de 2009.

Parmi les économies émergentes, pour lesquelles on dispose de données trimestrielles ou semestrielles, l'Afrique du Sud et le Mexique ont enregistré des ratios emploi/population beaucoup plus bas (–3,4 et –1,5 points de pourcentage, respectivement) au second semestre de 2009 qu'au cours du second semestre de 2007, tandis que l'Argentine n'a affiché qu'un léger recul (–0,5 point de pourcentage). Ces ratios ont augmenté au Brésil, en Indonésie et en Turquie au cours de la même période. A noter que ces données ne sont pas comparables à celles de la figure 6 car les périodes de référence ne sont pas les mêmes.

4. L'offre de main-d'œuvre s'est comportée différemment selon les pays du G20

Huit des 16 pays du G20 disposant de données ont enregistré une baisse de leur taux d'activité – qui est un indicateur de l'offre de main-d'œuvre – au cours de la seconde moitié de 2009 par rapport à la même période de 2007 (figure 8). L'Afrique du Sud a signalé une baisse sensible de son taux d'activité (–1,9 point de pourcentage) ainsi qu'un nombre croissant de travailleurs découragés – c'est-à-dire de personnes qui ont perdu leur emploi et ont renoncé à chercher activement du travail. En Turquie, l'indicateur a beaucoup augmenté (2,3 points de pourcentage) en raison d'une forte progression du taux d'activité des femmes.

Figure 7. Pays sélectionnés du G20 (16): Evolution du ratio emploi/population entre le second semestre de 2007 et le second semestre de 2009



^a Les données du Brésil portent sur six grandes agglomérations.

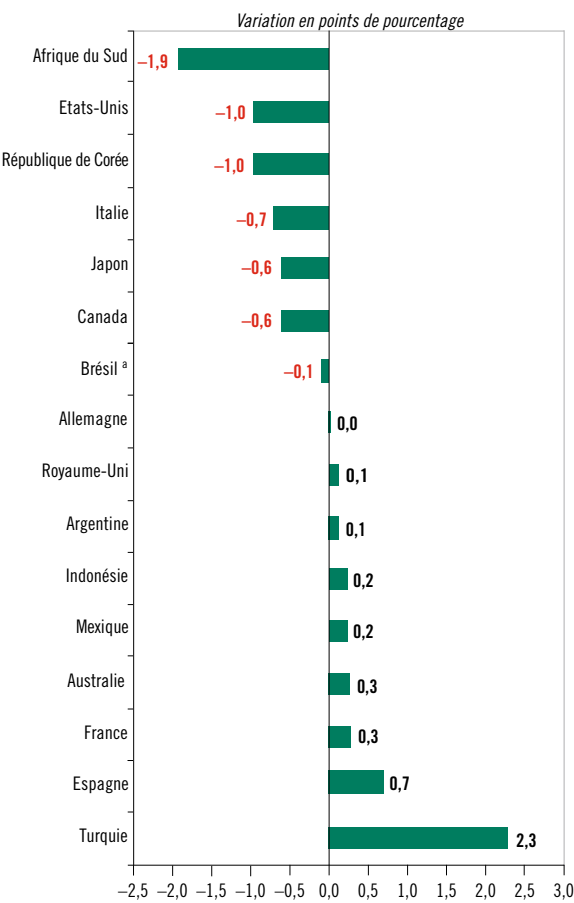
Source: BIT d'après les estimations officielles des pays. Données non corrigées des variations saisonnières et établies sur la base de la population d'âge actif.

5. Le recul de la demande de main-d'œuvre a entraîné une hausse du chômage dans presque tous les pays du G20

La diminution du ratio emploi/population enregistrée dans la plupart des pays du G20 explique en grande partie la progression du chômage constatée dans 14 des 17 pays du G20 pour lesquels on dispose de données trimestrielles ou semestrielles, entre le deuxième trimestre de 2007 et le deuxième trimestre de 2009 (figure 9). En Turquie, la hausse du chômage s'explique par le fait que le taux d'activité a progressé plus rapidement que la demande de main-d'œuvre.

Parmi les pays développés, ce sont l'Espagne et les Etats-Unis qui ont enregistré la hausse la plus forte (respectivement 10,1 et 4,9 points de pourcentage); ils sont suivis par le Royaume-Uni, le Canada, l'Italie et le Japon, où la hausse du taux de chômage a été comprise entre 1,5 et 2,5 points de pourcentage au cours de la période étudiée. Dans tous ces pays, la progression du chômage est liée à la diminution de la demande de main-d'œuvre.

Figure 8. Pays sélectionnés du G20 (16): Evolution du taux d'activité entre le second semestre de 2007 et le second semestre de 2009

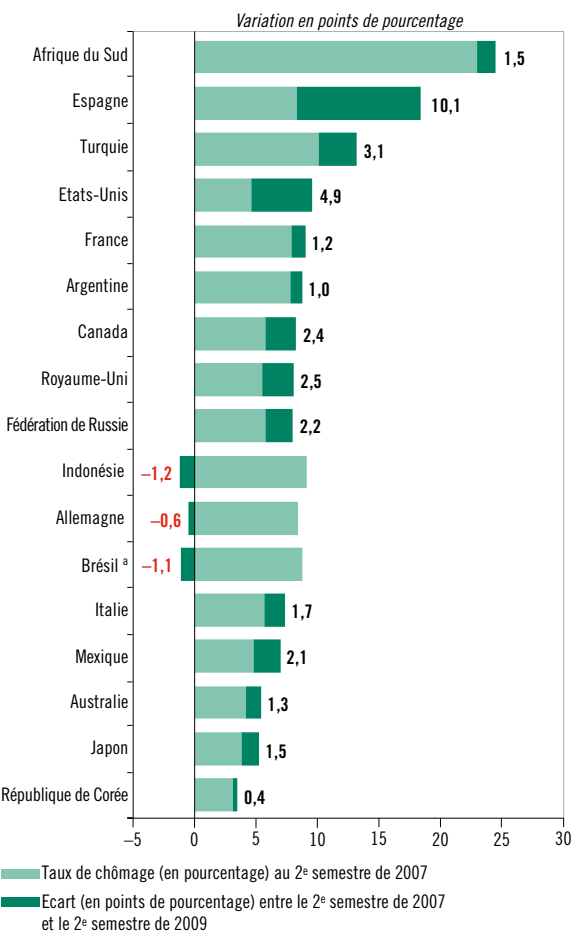


^a Les données du Brésil portent sur six grandes agglomérations.
Source: BIT d'après les estimations officielles des pays. Données non corrigées des variations saisonnières.

vre. Parmi les pays développés du G20, l'Allemagne est le seul à avoir enregistré une baisse de son taux de chômage (qui, reculant de 0,6 point, s'est établi à 7,8 pour cent) au troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2007.

Cinq des sept pays émergents du G20 disposant de données trimestrielles ou semestrielles ont enregistré une augmentation de leur taux de chômage entre le second semestre de 2007 et le second semestre de 2009. La Turquie (3,1 points de pourcentage), la Fédération de Russie et le Mexique (2,2 points de pourcentage chacun) ont enregistré la hausse la plus importante; l'augmentation a été moins forte en Afrique du Sud et en Argentine. L'Indonésie et le Brésil ont quant à eux vu leur taux de chômage baisser au cours de la même période. Malgré une forte décélération de la croissance du PIB, au cours du quatrième trimestre de 2008, le Brésil n'a connu qu'une faible augmentation du chômage au cours du premier semestre de 2009.

Figure 9. Pays sélectionnés du G20 (17): Evolution du taux de chômage entre le second semestre de 2007 et le second semestre de 2009



Note: Les chiffres qui se trouvent à côté des barres horizontales expriment la variation.
^a Les données du Brésil portent sur six grandes agglomérations.
Source: BIT d'après les estimations officielles des pays. Données non corrigées des variations saisonnières.

Comme la croissance du chômage le laissait supposer, la durée de la période de recherche d'emploi s'est allongée chez les chômeurs. Aux Etats-Unis, le chômage de longue durée (27 semaines et plus) est passé du seuil relativement bas de 16,2 pour cent en janvier 2007 à 41,2 pour cent en janvier 2010.

Qui plus est, le chômage n'est souvent que la pointe de l'iceberg; dans beaucoup de pays, il s'accompagne de l'augmentation du nombre de personnes sans emploi, qui ont renoncé à en rechercher un activement sur un marché du travail déjà saturé. En Espagne, l'effectif des personnes déclarées inactives et disposées à travailler, mais ne cherchant pas activement un emploi, s'est élevé au cours du troisième trimestre de 2009 à environ 1,47 million de personnes, soit 9,3 pour cent du total de la population inactive (âgée de 15 ans et plus), contre 7,6 pour cent il y a deux ans. Aux Etats-Unis, le nombre de travailleurs découragés est passé de 396 000 en janvier 2006 à 1 million en janvier 2010. En Afrique du Sud, le nombre de travailleurs découragés

Tableau 3. Pays sélectionnés du G20 (14) et pays de l'Union européenne (27): Durée et intensité de l'augmentation du taux de chômage (TC) depuis le 4^e trimestre de 2007

Pays	2007	2008	2009								2010	Durée de l'accroissement du TC (du min au MAX en nombre de trimestres)	TC le plus élevé (valeur maximale en %)	TC le plus bas (valeur minimale en %)	Intensité de l'augmentation du TC (en points de pourcentage ^a)	Dernières données disponibles	Intensité de la baisse du TC (le cas échéant, en points de pourcentage ^b)
	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Jan.							
Argentine ^c				min					MAX	n.d.	5	9,1	7,7	1,3	9,1	s.o.	
Australie		min						MAX			6	5,7	4,1	1,7	5,3	−0,5	
Brésil ^c				min		MAX				n.d.	2	8,4	7,8	0,6	7,8	−0,5	
Canada		min						MAX			6	8,5	5,9	2,6	8,3	−0,2	
UE 27		min								MAX	8	9,5	6,7	2,8	9,5	s.o.	
France		min								MAX	8	10,1	7,6	2,5	10,1	s.o.	
Allemagne				min				MAX			4	7,6	7,1	0,5	7,5	−0,1	
Italie	min									MAX	9	8,6	6,3	2,3	8,6	s.o.	
Japon	min							MAX			7	5,4	3,9	1,5	4,9	−0,5	
République de Corée		min					MAX			n.d.	5	3,8	3,1	0,7	3,6	−0,2	
Mexique ^c		min						MAX		n.d.	6	5,8	3,8	2,0	5,6	−0,2	
Fédération de Russie ^c			min				MAX			n.d.	4	8,7	5,7	3,0	8,2	−0,5	
Espagne	min								MAX		8	18,9	8,6	10,3	18,8	−0,1	
Royaume-Uni	min							MAX	n.d.	n.d.	7	7,8	5,1	2,7	7,8	s.o.	
Etats-Unis	min								MAX		8	10,0	4,8	5,2	9,7	−0,3	

n.d.: non disponible.

s.o.: sans objet.

Min: minimum sur la période allant du 4^e trimestre de 2007 au 3^e trimestre de 2008.

MAX: maximum sur la période allant du 4^e trimestre de 2008 à janvier de 2010.

Les cellules vertes indiquent une progression du taux de chômage par rapport au trimestre précédent.

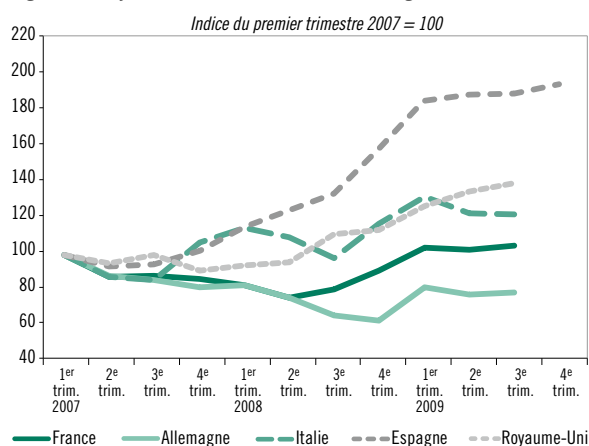
^a Ecart entre le maximum et le minimum en points de pourcentage.

^b Ecart entre les dernières données disponibles et le maximum, en points de pourcentage.

^c Correction saisonnière estimée par le BIT.

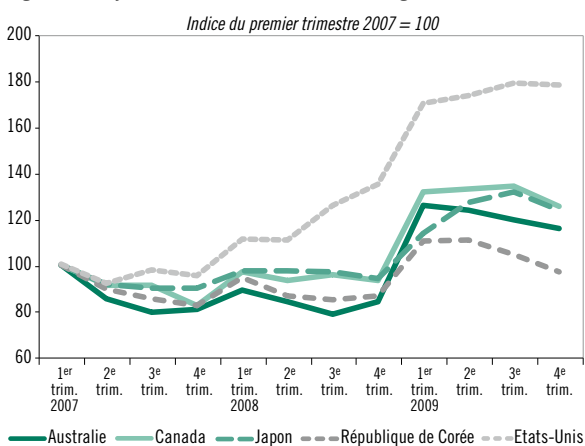
Source: BIT d'après les données officielles des pays. Données corrigées des variations saisonnières.

Figure 10. Pays sélectionnés du G20: Taux de chômage trimestriel 2007-2009



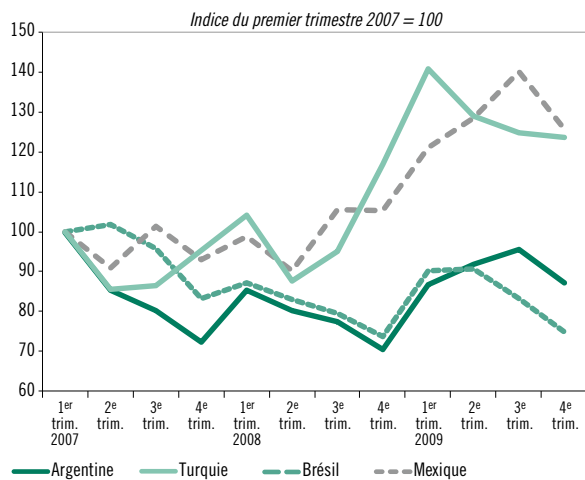
Source: Calculs du BIT d'après les estimations officielles. Données non corrigées des variations saisonnières.

Figure 11. Pays sélectionnés du G20: Taux de chômage trimestriel 2007-2009



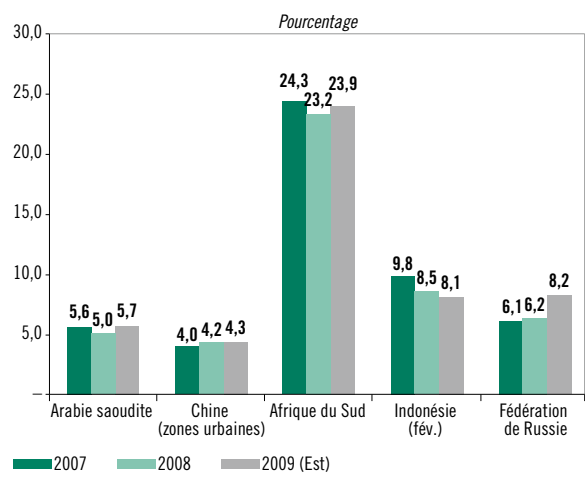
Source: Calculs du BIT d'après les estimations officielles. Données non corrigées des variations saisonnières.

Figure 12. Pays sélectionnés du G20: Taux de chômage trimestriel 2007-2009



Source: Calculs du BIT d'après les estimations officielles. Données non corrigées des variations saisonnières.

Figure 13. Pays sélectionnés du G20: Taux de chômage trimestriel 2007-2009



Source: Calculs du BIT d'après les estimations officielles. Pour l'Indonésie, le mois de février est la période de référence pour chaque année.

Encadré 2. Progression du taux de chômage et de la durée du chômage dans de nombreux pays du G20

La plupart des pays du G20 connaissent de longues périodes de hausse du chômage. L'augmentation du taux de chômage, du seuil minimal au seuil maximal, enregistrée depuis le quatrième trimestre de 2007 dans les 15 pays du G20 disposant de données trimestrielles a duré en moyenne plus de six trimestres (contre une moyenne de trois trimestres pour la baisse maximale du PIB réel). Ce sont les pays développés du G20 (notamment les Etats-Unis, la France, l'Espagne et l'Italie, avec huit trimestres chacun) qui ont enregistré la plus longue durée de progression continue du chômage. Cette progression a duré moins de cinq trimestres dans tous les pays émergents du G20, dont l'Argentine, le Brésil, la Fédération de Russie et la Turquie.

L'augmentation du chômage du taux minimal au taux maximal a été particulièrement prononcée en Espagne (10,3 points de pourcentage) et aux Etats-Unis (5,2 points de pourcentage), ce qui correspond presque à un doublement du taux de chômage de ces deux pays. On a constaté une augmentation plus faible, mais tout de même non négligeable, en Turquie (4,2 points de pourcentage) et dans la Fédération de Russie (3 points de pourcentage); l'augmentation a été infime en Allemagne, au Brésil et dans la République de Corée. Il faut préciser que le taux maximal indiqué dans le tableau 3 vaut pour l'heure actuelle; les projections indiquent que les taux de chômage pourraient encore augmenter en 2010 dans beaucoup de pays du G20, malgré le reflux apparent enregistré au cours des derniers mois dans certains d'entre eux.

est passé de 1,1 million au deuxième trimestre de 2008 à 1,7 million au quatrième trimestre de 2009. La Turquie signale également l'augmentation du nombre de travailleurs découragés.

En Indonésie, ce n'est pas le chômage qui progresse, mais l'emploi informel, ou le nombre de personnes qui basculent vers des formes d'emploi de moindre qualité.

6. L'emploi par secteur: Net recul dans l'industrie manufacturière et le bâtiment

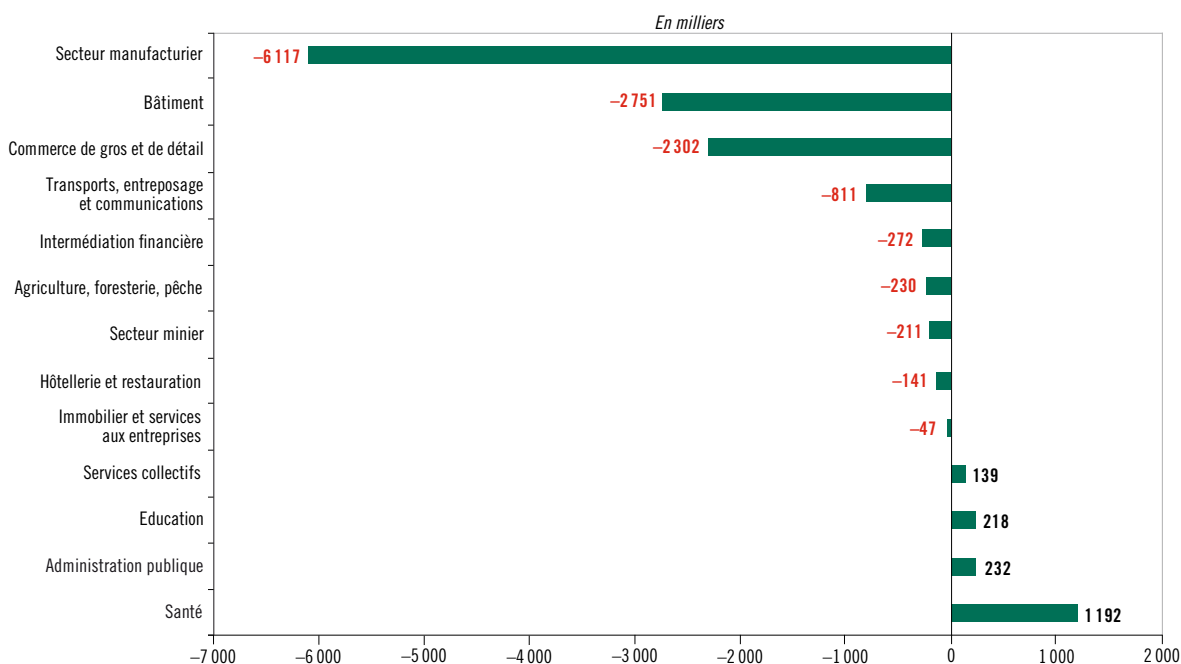
D'une manière générale, tous les secteurs économiques des pays du G20 ont perdu des emplois mais c'est le secteur manufacturier qui a été le plus touché en raison du reflux de la consommation intérieure et du commerce de produits manufacturés. Entre les trois premiers trimestres de 2008 et ceux de 2009, le secteur manufacturier a perdu plus de 6 millions d'emplois, soit une baisse de 8 pour cent dans les 15 pays du G20 pour lesquels on dispose de données (figu-

res 14 et 15). Les pertes les plus importantes dans ce secteur ont été enregistrées dans les pays développés du G20, et surtout aux Etats-Unis (1,1 million), en Espagne (628 000), au Japon (257 000) et au Royaume-Uni (234 000) (figure 16). Il faut noter que, dans certains cas comme aux Etats-Unis, ce recul de l'emploi dans le secteur manufacturier confirme une tendance structurelle à long terme.

D'importantes pertes d'emplois ont également touché le secteur du bâtiment (2,75 millions, soit une baisse de 7,7 pour cent) dans 15 pays du G20, situation qui reflète les problèmes qui paralysent le secteur de l'immobilier depuis la débâcle des sub-primes. Les pertes les plus lourdes ont été enregistrées aux Etats-Unis (1,6 million), suivis par la Fédération de Russie, le Japon, le Royaume-Uni et l'Espagne (figure 17).

A noter également la disparition de 2,3 millions d'emplois (soit un reflux de 3,1 pour cent) dans le commerce de gros et de détail ainsi qu'une forte contraction de l'emploi

Figure 14. Pays sélectionnés du G20 (16 en tout)^a: Estimation de l'évolution de l'emploi par secteur économique (entre les trois premiers trimestres de 2008 et les trois premiers trimestres de 2009)

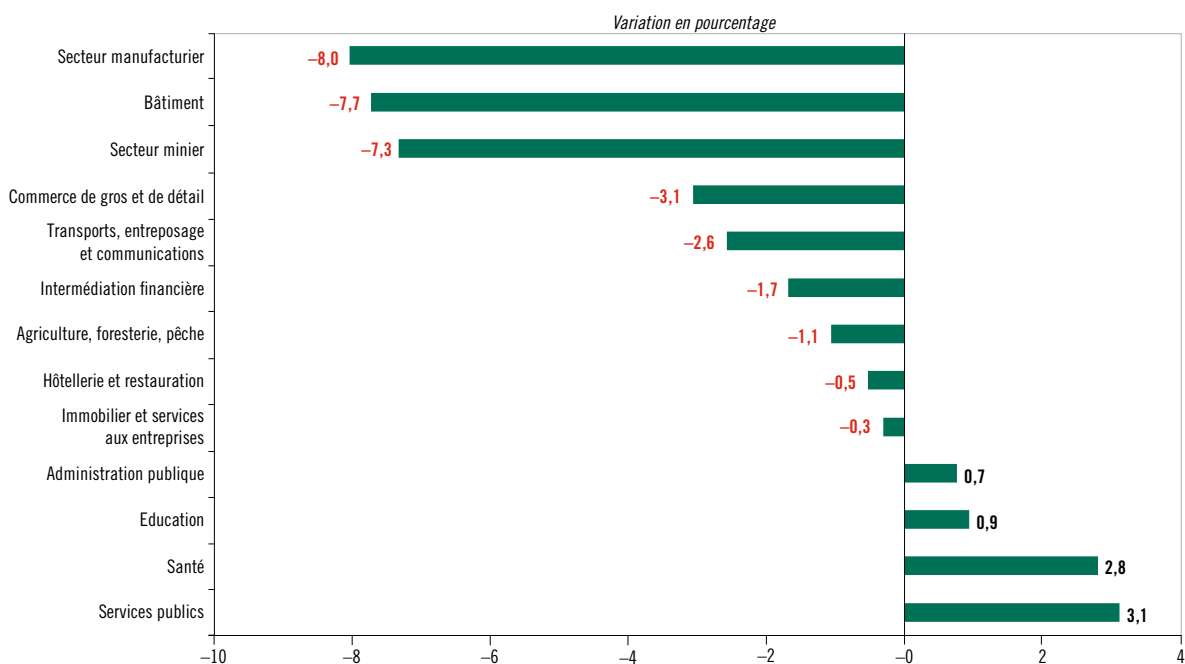


Note: Pour les données nationales détaillées par secteur, voir l'annexe.

^a La Chine, l'Indonésie et l'Arabie saoudite n'ont pas été prises en compte pour ces estimations, faute de données. L'Espagne est comprise dans l'échantillon.

Source: Calculs du BIT d'après les données officielles des pays et d'Eurostat.

Figure 15. Pays sélectionnés du G20 (16 en tout)^a: Estimation de l'évolution de l'emploi par secteur économique (entre les trois premiers trimestres de 2008 et les trois premiers trimestres de 2009)

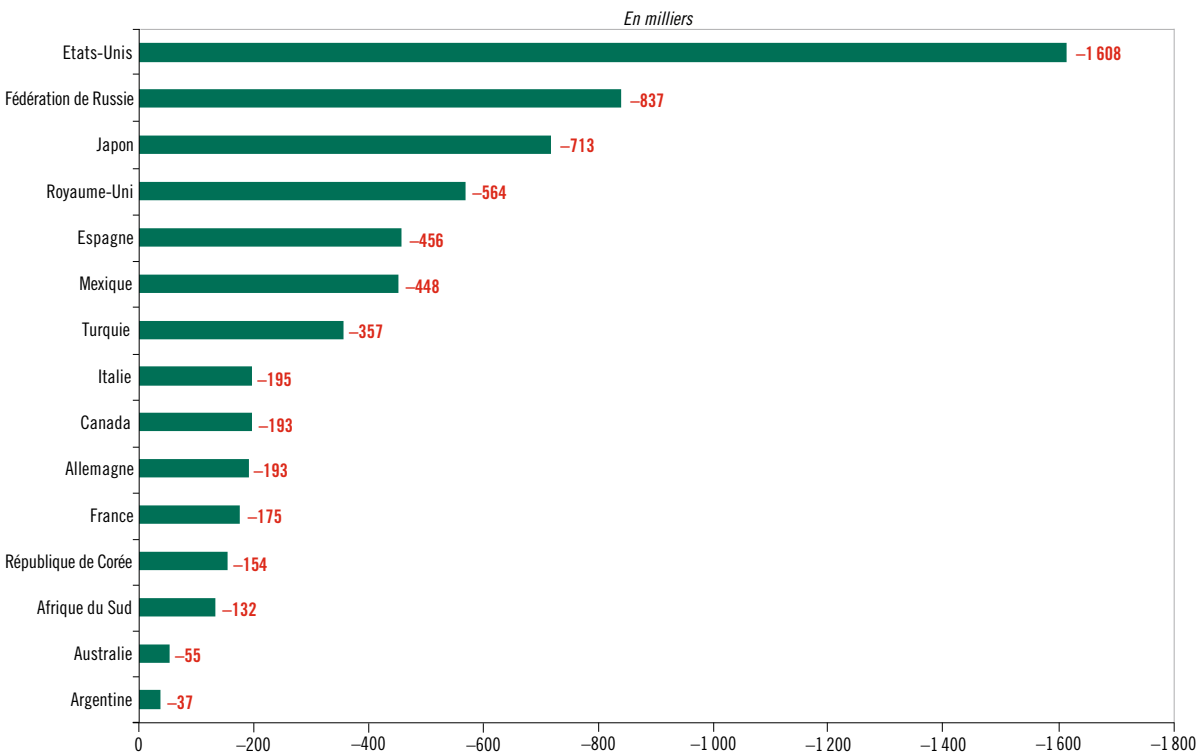


Note: Pour les données nationales détaillées par secteur, voir l'annexe.

^a La Chine, l'Indonésie et l'Arabie saoudite n'ont pas été prises en compte pour ces estimations, faute de données. L'Espagne est comprise dans l'échantillon.

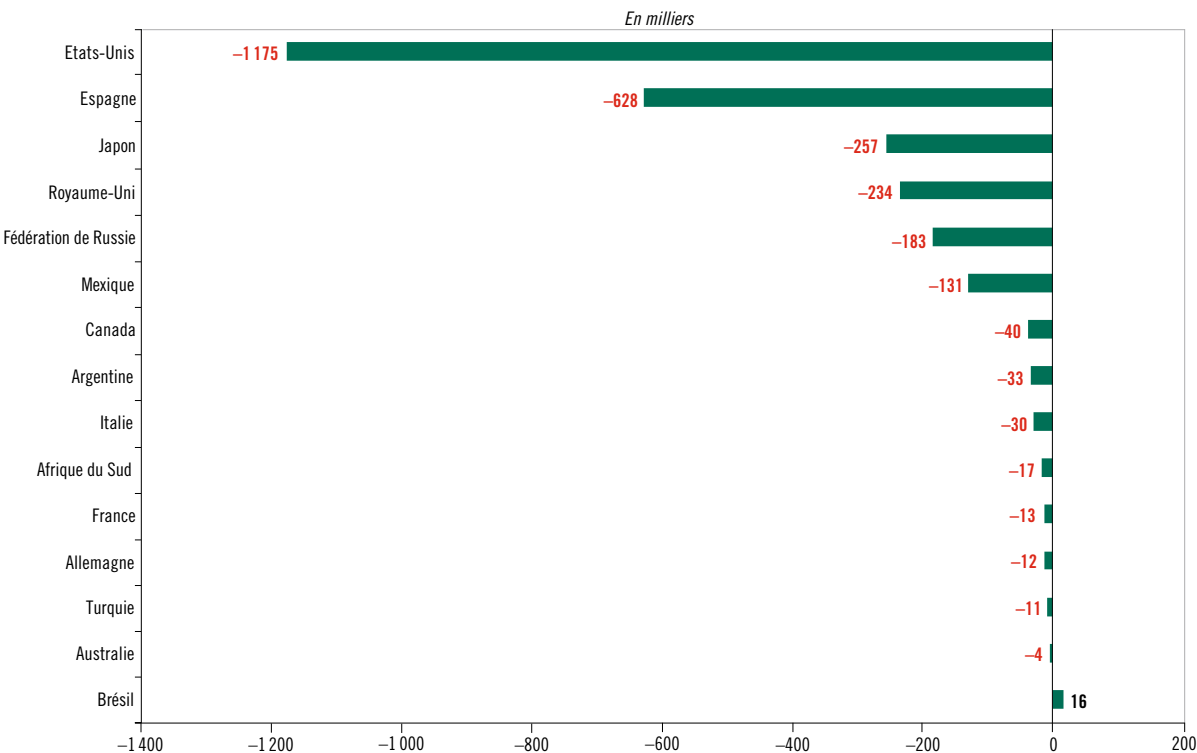
Source: Calculs du BIT d'après les données officielles des pays et d'Eurostat.

Figure 16. Pays sélectionnés du G20 (15): Evolution de l'emploi dans le secteur manufacturier (entre les trois premiers trimestres de 2008 et les trois premiers trimestres de 2009)



Source: Calculs du BIT d'après les données officielles des pays et d'Eurostat.

Figure 17. Pays sélectionnés du G20 (15): Evolution de l'emploi dans le secteur de la construction (entre les trois premiers trimestres de 2008 et les trois premiers trimestres de 2009)



Source: Calculs du BIT d'après les données officielles des pays et d'Eurostat.

dans le secteur minier (-7,3 pour cent). On constate cependant, au cours de la même période, une progression de l'emploi dans certains secteurs comme la santé, les services publics, l'éducation et l'administration publique.

7. Forte diminution de la durée du travail dans l'industrie manufacturière de certains pays du G20

La durée hebdomadaire du travail a diminué dans sept secteurs sur 13 dans neuf pays développés du G20

possédant des informations entre les trois premiers trimestres de 2008 et les trois premiers trimestres de 2009 (figure 18). La diminution la plus forte a été enregistrée dans le secteur manufacturier (-0,96 heure), suivi par le secteur de l'immobilier et des services aux entreprises et celui du bâtiment, qui ont également subi des suppressions d'emplois.

Dans les pays européens du G20, la diminution de la durée hebdomadaire du travail dans le secteur manufacturier a été particulièrement forte en Allemagne au cours

Figure 18. Pays sélectionnés du G20 (9 en tout)^a: Estimation du temps de travail hebdomadaire par secteur économique (comparaison entre les trois premiers trimestres de 2008 et les trois premiers trimestres de 2009)

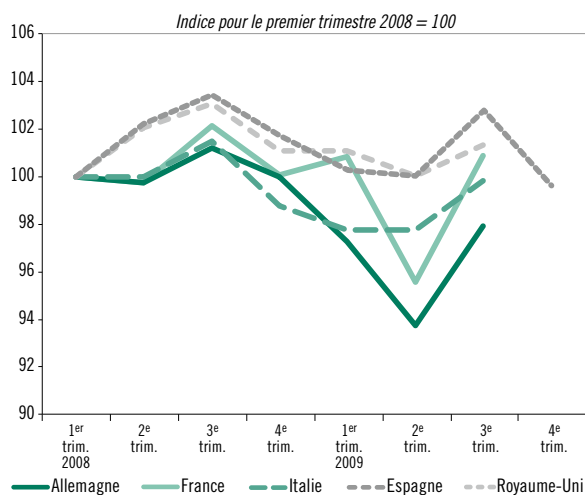


^a Les économies retenues sont l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, l'Espagne, les États-Unis et le Royaume-Uni.

¹ Sans le Canada, la France et le Japon. ² Sans le Japon et les États-Unis. ³ Sans les États-Unis. ⁴ Sans le Canada. ⁵ Sans la France et les États-Unis. ⁶ Sans le Canada, le Japon et les États-Unis.

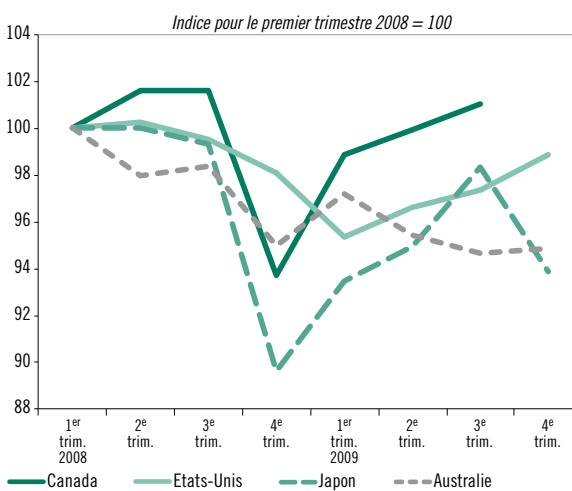
Source: BIT, sur la base des enquêtes nationales sur la population active, des données d'Eurostat et d'estimations officielles.

Figure 19. Pays sélectionnés du G20: Durée hebdomadaire réelle du travail des salariés



Source: Calculs du BIT d'après des estimations officielles.

Figure 20. Pays sélectionnés du G20: Durée hebdomadaire réelle du travail des salariés



Source: Calculs du BIT d'après des estimations officielles.

du deuxième trimestre de 2009 (–2,4 heures en moyenne par rapport au même trimestre de 2008), puis en France (–1,6 heure) et en Italie (–0,9 heure) (figure 19). En Espagne, ce n'est qu'à partir du quatrième trimestre de 2009 que l'on a observé une diminution de la durée du travail dans ce secteur. Dans les autres pays développés du G20, les diminutions les plus fortes ont été enregistrées au Japon et au Canada au cours du quatrième trimestre de 2008 tandis que, aux Etats-Unis, c'est au premier trimestre de 2009 que l'on a constaté le recul le plus marqué (figure 20). La diminution de la durée du travail dans le secteur manufacturier s'est poursuivie en Australie pendant tout le troisième trimestre de 2009.

8. Sur les marchés du travail des pays du G20, les conséquences de la crise sont différentes pour les hommes et les femmes

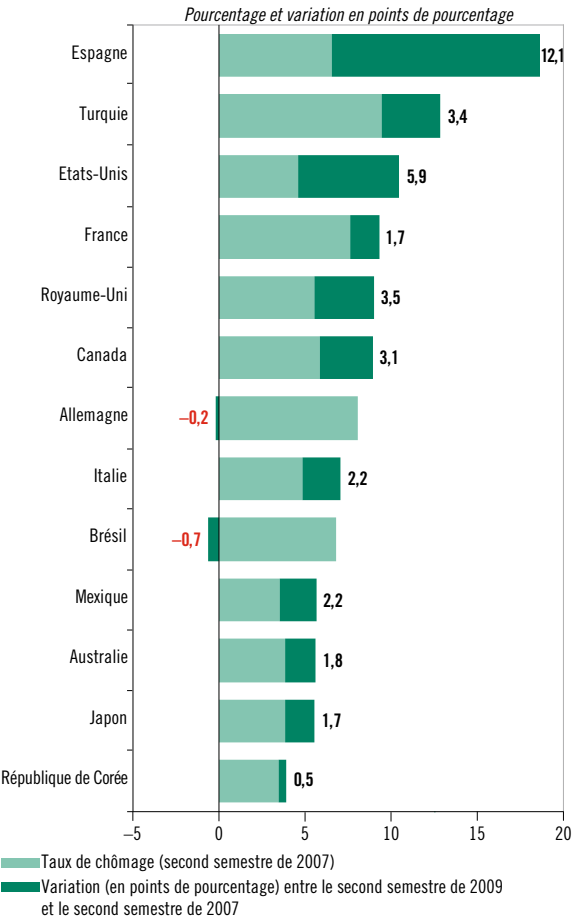
Dans 11 des 13 pays membres du G20 pour lesquels on dispose d'informations ventilées par sexe, la crise a fait monter les taux de chômage des hommes et des femmes,

comme l'atteste la comparaison entre la seconde moitié de 2009 et la seconde moitié de 2007 (figures 21 et 22). Il n'y a qu'en Allemagne et au Brésil que les taux de chômage ont baissé pour les deux sexes, ce déclin étant plus net pour les femmes des deux pays.

Parmi les 11 pays où le taux de chômage a augmenté pour les deux sexes, celui des hommes a augmenté plus vite, de sorte que, dans la première moitié de 2009, le ratio du taux de chômage hommes/femmes avait chuté par rapport à celui du premier semestre de 2007 dans tous les pays du G20 pour lesquels des données sont disponibles. Néanmoins, dans environ la moitié des pays du G20 pour lesquels on dispose de données, le taux de chômage des femmes dépassait celui des hommes.

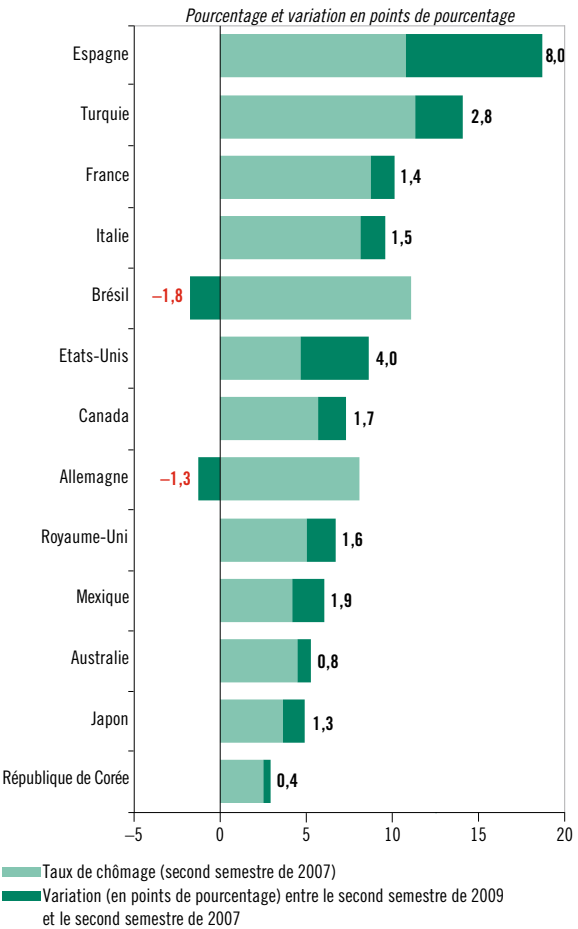
Par ailleurs, dans huit des 14 pays pour lesquels des données sont disponibles, le taux d'activité des femmes a augmenté dans la seconde moitié de 2009 par rapport à la seconde moitié de 2007, alors que le taux d'activité des hommes, lui, a diminué pendant cette même pé-

Figure 21. Pays sélectionnés du G20 (13): Taux de chômage des hommes (au second semestre de 2009 par rapport au second semestre de 2007)



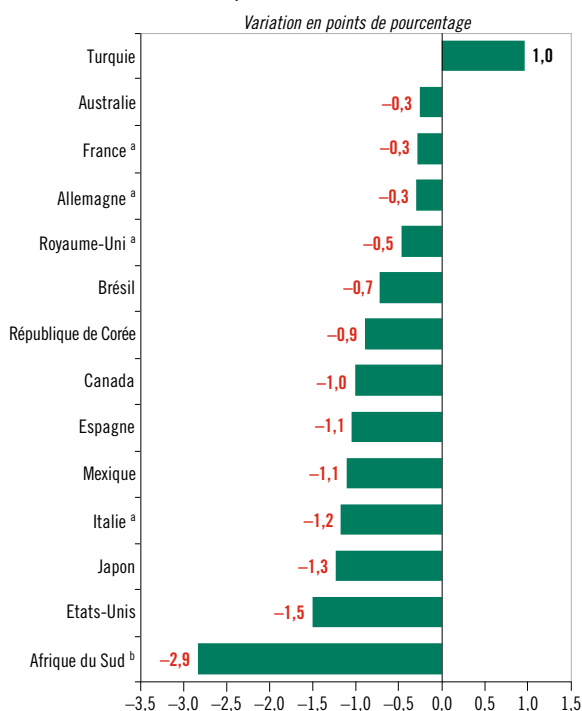
Note: Le chiffre inscrit à côté de la barre horizontale indique la variation.
Source: Données du BIT fondées sur les estimations officielles des pays et non corrigées des variations saisonnières.

Figure 22. Pays sélectionnés du G20 (13): Taux de chômage des femmes (au second semestre de 2009 par rapport au second semestre de 2007)



Source: Données du BIT fondées sur les estimations officielles des pays et non corrigées des variations saisonnières.

Figure 23. Pays sélectionnés du G20 (14): Variation du taux d'activité des hommes (entre le second semestre de 2009 et le second semestre de 2007)

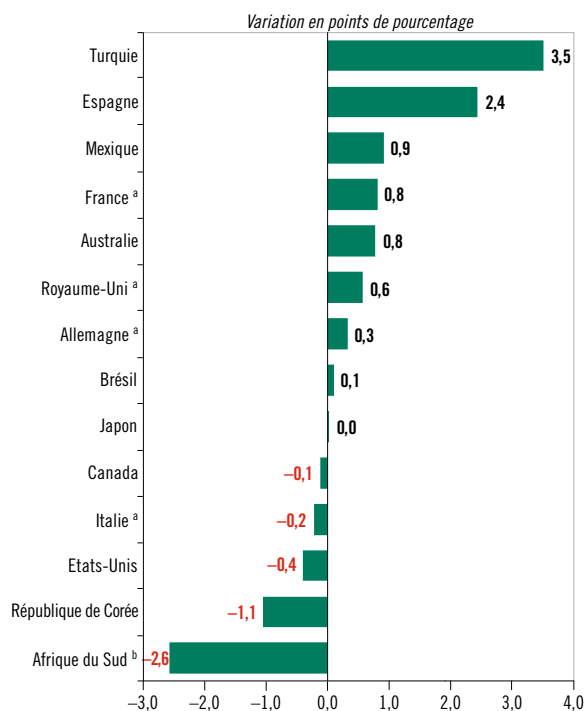


^a Comparé avec la moyenne de 2007.

^b Comparé avec la seconde moitié de 2008.

Source: Données du BIT fondées sur les estimations officielles des pays et non corrigées des variations saisonnières.

Figure 24. Pays sélectionnés du G20 (14): Variation du taux d'activité des femmes (entre le second semestre de 2009 et le second semestre de 2007)



^a Comparé avec la moyenne de 2007.

^b Comparé avec la seconde moitié de 2008.

Source: Données du BIT fondées sur les estimations officielles des pays et non corrigées des variations saisonnières.

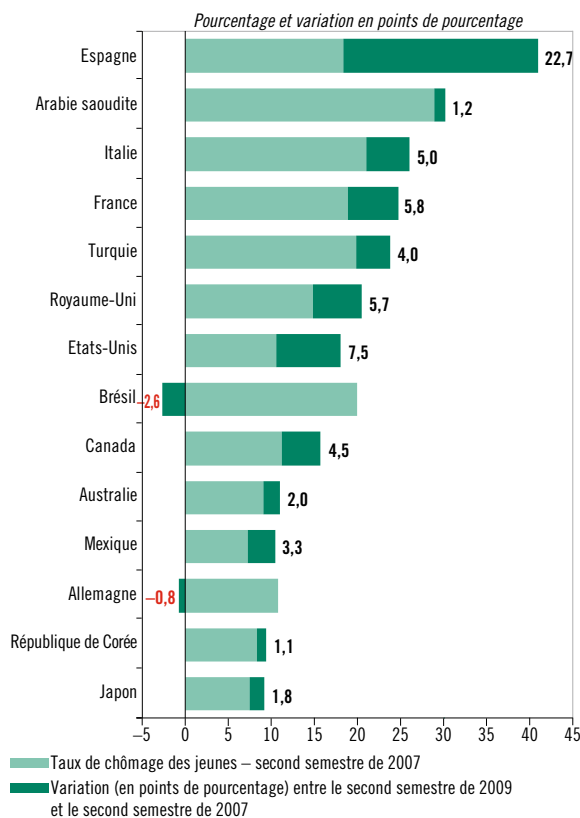
riode dans 13 des 14 pays (figures 23 et 24). En d'autres termes, dans la plupart des pays, les femmes ont augmenté leur taux d'activité pendant la crise pour subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles, tandis que les hommes ont vu le leur reculer.

La baisse de l'offre de main-d'œuvre des deux sexes observée en 2009 a été particulièrement marquée en Afrique du Sud. En Turquie, le taux d'activité des femmes a très fortement augmenté (3,5 points de pourcentage) et celui des hommes s'est également accru (1 point de pourcentage).

9. Le taux de chômage des jeunes a plus augmenté que celui de la population totale

Avant la crise, le taux de chômage des jeunes des pays du G20 dépassait déjà le taux de chômage total selon un ratio de plus de 2 à 1. Suivant la tendance générale, 12 des 14 pays du G20 qui ont des données pour le second semestre de 2009 ont enregistré des taux de chômage des jeunes supérieurs à ceux du second semestre de 2007; le Brésil et l'Allemagne, où le taux de chômage

Figure 25. Pays sélectionnés du G20 (14): Taux de chômage des jeunes (au second semestre de 2009 par rapport au second semestre de 2007)



Notes: Le chiffre inscrit à côté de la barre horizontale indique la variation.

Voir le tableau A.4 en annexe pour des renseignements concernant les pays.

Source: Données du BIT fondées sur les estimations officielles des pays et non corrigées des variations saisonnières.

des jeunes aussi bien que celui de la population totale ont diminué, sont les deux exceptions (figure 25).

L'augmentation du taux de chômage a été plus forte pour les jeunes que pour la population totale. Cela donne à penser que les jeunes, largement représentés parmi les travailleurs temporaires et précaires, ont été touchés de manière disproportionnée par la crise.

L'Espagne et les Etats-Unis ont enregistré la plus forte augmentation du taux de chômage des jeunes (22,7 et 7,5 points de pourcentage, respectivement), suivis de la France et du Royaume-Uni. En France et en Espagne, la très forte augmentation du chômage des jeunes est liée à la disparition de très nombreux emplois temporaires.

Parmi les pays du G20 pour lesquels des données sont disponibles, les plus importants ratios chômage des jeunes/chômage de la population totale ont été enregistrés en Italie (3,6 fois), en France (2,8), en République de Corée (2,7) et au Royaume-Uni (2,6). Parmi les pays qui ont des données annuelles pour 2009, c'est l'Arabie saoudite qui détient le record avec un ratio de 5,3 mais, si l'on utilise le ratio taux de chômage des jeunes/taux de chômage des ressortissants saoudiens, le chiffre tombe à 2,9.

10. Une reprise de la croissance économique est attendue en 2010, mais la situation sur le marché du travail devrait rester difficile en 2010 et 2011

Dans la seconde moitié de 2009, au lendemain de la plus grave récession mondiale de l'histoire récente, la croissance du PIB s'est affermie dans la plupart des pays développés et émergents. Cette reprise mondiale est toutefois déséquilibrée, et les conditions d'une croissance soutenue sont encore mal assurées, selon les Nations Unies² qui prévoient une augmentation du produit mondial brut de 2,4 pour cent en 2010 après un recul de 2,2 pour cent en 2009.

Dans la plupart des économies développées, la croissance de la production devrait être positive tout en restant faible (1,3 et 1,9 pour cent pour la zone de l'OCDE) par rapport aux niveaux d'avant la crise, à cause du tassement de la demande des consommateurs et de l'investissement, consécutif à l'accroissement constant des taux de chômage. Dans les pays en développement, la croissance économique devrait être relativement forte en 2010 (5,3 pour cent), en raison du dynamisme de la demande intérieure, sans toutefois retrouver son niveau d'avant la crise (7 pour cent). Les économies en transition, qui ont accusé des baisses de production vertigineuses (-6,5 pour cent) en 2009, de-

² *World Economic Situation and Prospects 2010*, publication des Nations Unies, à l'adresse: <http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp2010files/wesp2010.pdf>.

Tableau 4. Pays du G20 et de la zone euro: Estimations et prévisions de croissance du PIB réel, 2000-2010

Pourcentage				
Pays	Moyenne 2000-2007	2008	Estimations 2009	Prévisions 2010
Argentine	3,8	7,2	0,9 ^a	3,3
Australie	3,4	2,3	1,3 ^a	2,9
Brésil	3,4	5,1	0,1 ^a	5,2
Canada	2,6	0,4	-2,6 ^a	2,3
Chine	10,3	9,0	8,7 ^a	8,8
Zone euro	1,9	0,5	-4,0 ^a	0,7
France	1,8	0,4	-2,2	1,2
Allemagne	1,2	1,3	-5,0	1,2
Inde	7,4	7,4	6,7 ^a	6,5
Indonésie	5,0	6,1	4,5	5
Italie	1,1	-1,0	-4,7 ^a	0,7
Japon	1,6	-1,2	-5,1 ^a	2,1
République de Corée	4,7	2,2	0,2	4,6
Mexique	2,5	1,4	-6,8 ^a	4,0
Fédération de Russie	6,6	5,6	-7,0 ^a	1,5
Arabie saoudite	3,5	4,3	0,2 ^a	3,9
Afrique du Sud	4,3	3,7	-2,2 ^a	3,1
Espagne	3,4	0,9	-3,6 ^a	-0,6
Turquie	4,9	0,9	-6,0 ^a	3,5
Royaume-Uni	2,6	0,6	-4,9	0,6
Etats-Unis	2,4	0,4	-2,4	2,9

Voir en annexe la source des estimations pour 2009 et des prévisions pour 2010.
^a Estimation préliminaire pour 2009.
Sources: Les données pour la période 2000-2008 proviennent de l'OCDE pour les pays membres de cette organisation et de sources nationales pour les autres.

vraient, selon les prévisions, afficher une faible reprise en 2010 (1,6 pour cent).

Ces perspectives économiques globalement plus positives pour 2010 transparaissent dans les prévisions de croissance du PIB réel des pays du G20, selon lesquelles la croissance devrait être de retour (et se poursuivre dans plusieurs cas) dans 19 des 20 pays. C'est en Chine et en Inde que la croissance du PIB devrait être la plus forte (8,8 et 6,5 pour cent, respectivement) tout en restant nettement en deçà des niveaux d'avant la crise (tableau 4).

Les perspectives sont moins favorables en ce qui concerne le marché du travail des pays du G20. Les prévisions disponibles annoncent une légère remontée du taux de chômage dans la plupart des pays, selon les taux de chômage harmonisés (tableau 5). Ainsi, dans la plupart des économies du G20, la relance de l'activité économique ne suffira pas à donner du travail à tous les demandeurs d'emploi.

Les projections des taux de chômage pour 2010 donnent à penser que les plus fortes augmentations (plus

Tableau 5. Pays sélectionnés du G20 (19): Taux de chômage annuel pour 2000-2009 et évolution prévue pour 2010

Pays	Taux de chômage pourcentage					Evolution prévue pour 2010 (en points de pourcentage) ^a
	2000	2005	2007	2008	2009	
Argentine	15,1	11,6	8,5	7,9	8,7	n.d.
Australie	6,6	5,1	4,4	4,2	5,6	1,1
Brésil	7,1	9,9	9,3	7,9	8,1	n.d.
Canada	6,8	6,8	6,0	6,1	8,3	0,5
Chine	3,1	4,2	4,0	4,0	4,3	n.d.
France	9,0	9,3	8,4	7,8	9,4	0,5
Allemagne	7,5	10,7	8,4	7,3	7,5	1,5
Indonésie	6,1	9,9	9,4	8,4	8,0	n.d.
Italie	10,1	7,7	6,1	6,7	7,5	1,4
Japon	4,7	4,4	3,9	4,0	5,1	0,5
République de Corée	4,4	3,7	3,2	3,2	3,6	-0,2 ^b
Mexique	2,6	3,6	3,7	4,0	5,5	0,8 ^b
Fédération de Russie	9,8	7,2	6,1	6,3	8,4	n.d.
Arabie saoudite	4,6	n.d.	5,6	5,0	5,7	n.d.
Afrique du Sud	23,3	23,5	21,0	22,9	24,0	n.d.
Espagne	11,1	9,2	8,3	11,3	18,0	1,1
Turquie	n.d.	10,2	10,2	10,9	13,9	0,6 ^b
Royaume-Uni	5,4	4,8	5,3	5,6	7,5 ^a	1,3
Etats-Unis	4,0	5,1	4,6	5,8	9,3	0,8

Voir les notes complètes en annexe.

^a Sauf indication contraire, ces données proviennent des Nations Unies (janv. 2010) et sont fondées sur le taux de chômage harmonisé.

^b Perspectives économiques de l'OCDE, n° 86.

n.d.: non disponible.

Source: BIT, base de données LABORSTA pour les chiffres concernant la période 2000-2009, établis sur la base de sources nationales officielles.

de 1 point de pourcentage) auront lieu dans des pays développés du G20, à savoir l'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

11. Problèmes clés du marché du travail dans le court terme

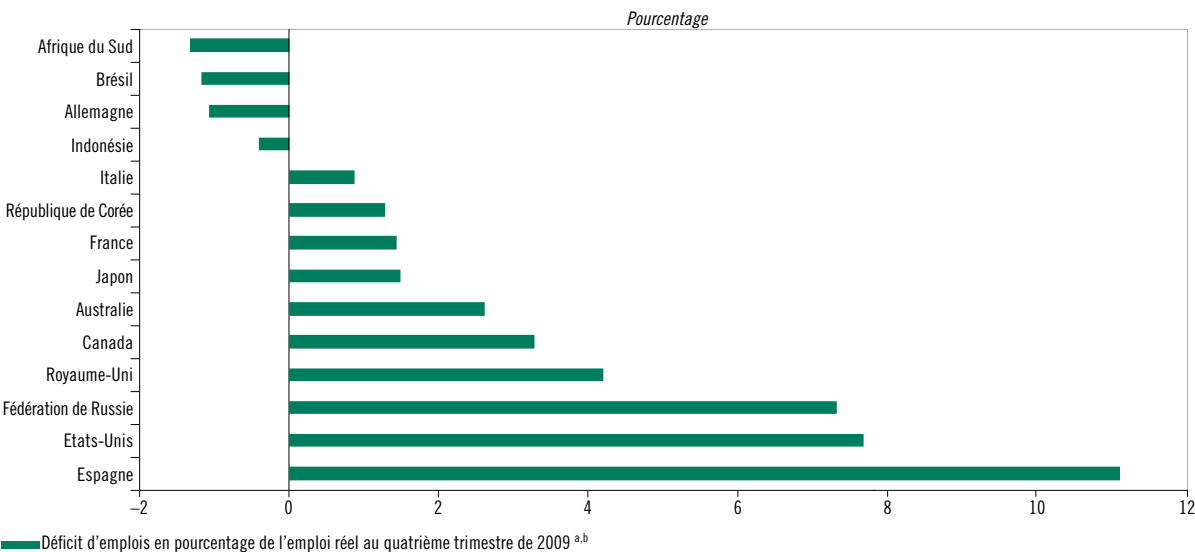
Le déficit d'emplois persistera et augmentera dans certains pays du G20. Au quatrième trimestre de 2009, l'estimation du déficit d'emplois (nombre d'emplois nécessaires pour retrouver le ratio emploi/population d'âge actif qui existait avant la crise) était positive dans 10 des 14 pays du G20 disposant d'informations à ce sujet (figure 26). Elle était particulièrement élevée en Espagne (11,1 pour cent), aux Etats-Unis (7,7 pour cent) et en Fédération de Russie (7,3 pour cent). En raison des effets à retardement de la crise, le déficit d'emplois devrait rester important dans les 10 pays du G20 disposant de projections pour le quatrième trimestre de 2011. A noter que ces calculs ont été effectués sur la base des prévisions de croissance de novembre 2009.

Augmentation de la population d'âge actif et de la population active: L'augmentation de ces deux catégories

de population constituera un défi en matière de création d'emplois dans de nombreux pays du G20 en 2010 et 2011 car les nouveaux actifs se trouveront en concurrence avec les très nombreux chômeurs sur un marché où les offres d'emploi sont rares. Seule la Fédération de Russie devrait enregistrer une baisse de sa population d'âge actif au cours de cette période (figures 27 et 28). L'encadré 3 présente une autre perspective en comparant les projections disponibles de l'accroissement de la population active et le comportement de la croissance de l'emploi observé dans le passé. Certes, ce comportement a peut-être été modifié par la crise mais il donne une idée des difficultés qui se profilent.

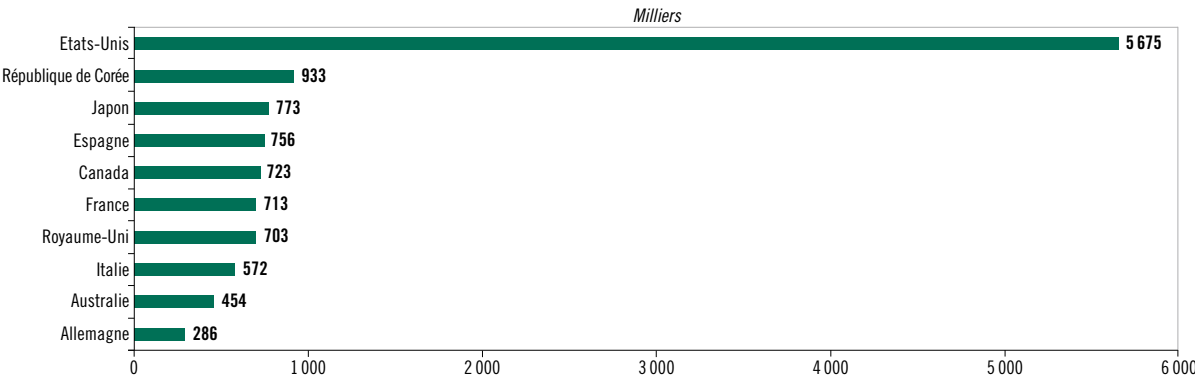
Productivité du travail et croissance de l'emploi: Quelle incidence les tendances observées au cours de la crise et décrites plus haut, notamment en ce qui concerne la production et l'emploi, et par conséquent la productivité du travail, auront-elles sur les trajectoires de reprise? L'encadré 4 donne à penser que les pays dans lesquels la productivité du travail a peu diminué mais qui ont perdu beaucoup d'emplois verront redémarrer l'emploi plus rapidement que ceux dans lesquels peu d'emplois

Figure 26. Pays sélectionnés du G20 (14): Volume d'emploi nécessaire pour retrouver les taux d'emploi d'avant la crise (quatrième trimestre de 2009 et quatrième trimestre de 2011)



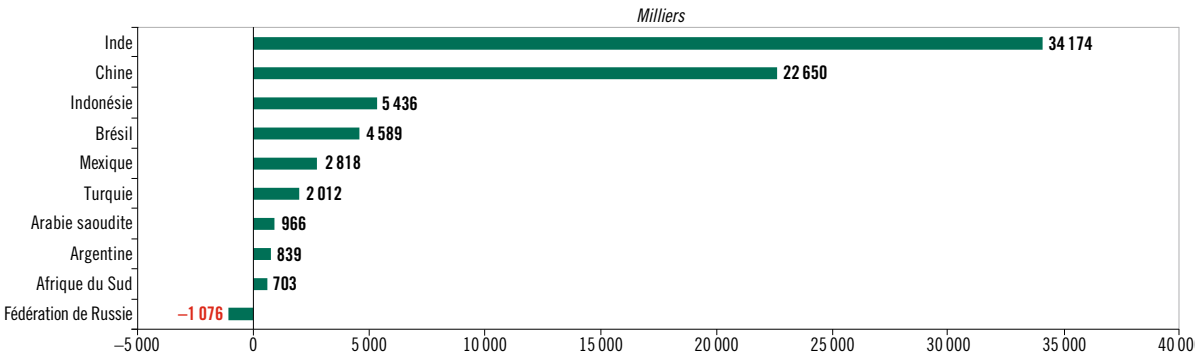
^a Les projections contrefactuelles des niveaux d'emploi du quatrième trimestre de 2009 sont calculées sur la base de l'hypothèse que ces niveaux ont augmenté aussi rapidement que la population d'âge actif entre le quatrième trimestre de 2007 et le quatrième trimestre de 2009.
^b Premier trimestre de 2009 pour l'Indonésie.
Source: Calculs de l'OCDE d'après la base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 86 (E086) pour les pays de l'OCDE et sources nationales pour les pays non membres de l'OCDE.

Figure 27. Pays développés du G20 (10): Evolution de la population d'âge actif (15-65 ans), de 2009 à 2011



Source: Calculs du BIT fondés sur des projections de l'ONU. Evolution de juillet 2009 à juillet 2011.

Figure 28. Pays émergents du G20 (10): Evolution de la population d'âge actif (15-65 ans), de 2009 à 2011



Source: Calculs du BIT fondés sur des projections de l'ONU. Evolution de juillet 2009 à juillet 2011.

ont disparu mais qui ont enregistré une forte baisse de la productivité du travail.

Importance du chômage des jeunes: Le taux de chômage des jeunes qui, dans de nombreux pays du G20, a augmenté plus rapidement que le taux de chômage global restera l'un des principaux problèmes du marché du travail en 2010 et 2011; les jeunes travailleurs sans emploi auront besoin d'une formation requalifiante et de l'aide des services de l'emploi.

Montée de l'emploi précaire: La qualité de l'emploi sera un facteur à prendre en considération pour les emplois

qui seront créés dans le court et le moyen terme. L'emploi informel et le travail non déclaré en particulier devraient rester une des préoccupations essentielles des décideurs en 2010, notamment dans les pays émergents du G20.

Importance du chômage de longue durée et du nombre de travailleurs découragés: Ces tendances, qui vont probablement se poursuivre dans le court terme, devraient être un sujet de préoccupation particulier pour les décideurs. Il sera très important d'associer l'assurance-chômage et des mesures actives visant à encourager un retour rapide à l'emploi, surtout pour les chômeurs de longue durée.

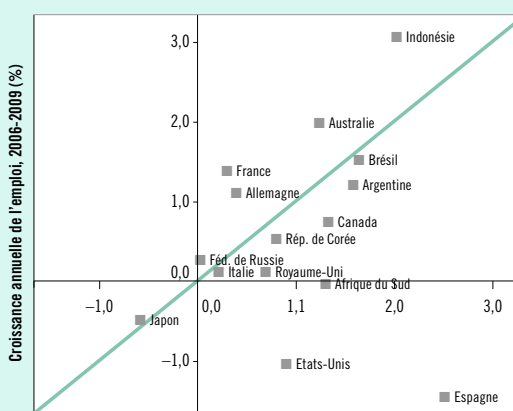
Encadré 3. Une accélération de la croissance de l'emploi est nécessaire pour que le chômage cesse d'augmenter

Les projections de croissance de la production déterminent dans une large mesure le rythme de la croissance future de l'emploi, qui pourra être équivalent, supérieur ou inférieur à celui de l'accroissement de la population active. Compte tenu de l'ampleur du choc qu'ont subi les marchés du travail, et notamment des importantes variations des taux d'activité, dont on ne sait pas si elles s'inverseront pendant la phase de redressement, les projections de population active sont quelque peu incertaines.

La figure ci-après dessine les tendances futures probables sur la base des tendances passées et compte tenu des réserves susmentionnées, en comparant les taux de croissance de l'emploi récemment enregistrés et les projections des taux d'accroissement de la population active entre 2009 et 2011. Elle met en évidence la nécessité d'accélérer la croissance de l'emploi dans de nombreux pays du G20 pour éviter une autre hausse du chômage et d'autres formes de sous-utilisation de la main-d'œuvre. Dans 11 pays du G20 (situés sous la diagonale), sur les 17 pour lesquels des données sont disponibles, si le taux de croissance de l'emploi récemment enregistré reste au même niveau, il ne permettra pas de créer suffisamment d'emplois pour contrebalancer l'accroissement projeté de la population active. En revanche, l'Allemagne, l'Australie, la France, l'Indonésie et la Fédération

de Russie ont récemment enregistré une croissance de l'emploi supérieure aux projections de croissance de la population active.

Croissance annuelle moyenne de l'emploi (2006-2009) et projection de la croissance annuelle de la population active (2009-2011)



Projection de la croissance annuelle de la population active, 2009-2011 (%)

Note: Pour l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Turquie, les chiffres de 2009 de l'emploi sont établis sur la base des trois premiers trimestres de 2009. Le taux de croissance de l'emploi du Brésil est établi sur la base de 2006-2008.

Source: Emploi: Offices nationaux de statistique; main-d'œuvre: BIT, *Economically Active Population Estimates and Projections* (5^e édition, révision 2009).

Encadré 4. Rétention des emplois au cours de la récession et perspectives de création d'emplois à court terme

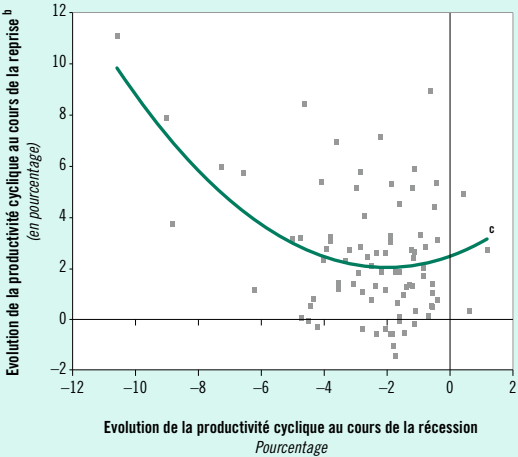
Comme on l'a vu dans le corps du texte, les pays du G20 ont adopté des modes d'ajustement du marché du travail très différents au cours de la crise économique. Dans certains de ces pays, l'ajustement s'est fait en grande partie par une réduction du temps de travail accompagnée de suppressions d'emplois limitées. Les économies du G20 entamant maintenant la phase de reprise, la question suivante se pose tout naturellement: le fait que beaucoup d'emplois aient été conservés pendant la récession dans certains pays du G20 signifie-t-il que la reprise s'accompagnera d'une faible création nette d'emplois, les employeurs ayant d'importantes capacités disponibles et pouvant choisir de faire face à l'accroissement de la demande en augmentant le temps de travail du personnel déjà en place plutôt qu'en embauchant d'autres travailleurs?

Pour permettre d'y voir plus clair, le présent encadré compare le comportement de la productivité cyclique du travail au cours de 85 épisodes antérieurs de récession et de début de reprise dans 24 pays de l'OCDE. La figure ci-après montre que les cas les plus extrêmes de rétention de main-d'œuvre ou de maintien d'effectifs en surnombre pendant des périodes de récession ont été caractérisés par des périodes de reprise consécutives pendant lesquelles le nombre d'emplois créés était faible. En particulier, les pays qui ont connu de forts taux de rétention de main-d'œuvre et une chute importante de la productivité du travail (c'est-à-dire ceux qui figurent à l'extrême gauche du graphique) ont généralement enregistré une forte accélération de la croissance de la productivité du travail au cours de la période de reprise, accompagnée d'une faible création d'emplois. Dans cinq épisodes antérieurs sur six, où la baisse de la productivité cyclique du travail au cours des crises a été supérieure à 6 pour cent, cette productivité a été très forte dans la période de reprise qui a suivi. Le sixième épisode était associé à un choc sur l'offre (le premier choc pétrolier, dans les années soixante-dix), où l'important recul de la productivité du travail était en partie dû à une baisse tendancielle de celle-ci et des revenus plutôt qu'à la rétention d'effectifs en surnombre.

Ce constat est à nuancer en raison du nombre limité d'épisodes où le comportement de la productivité au

cours des périodes de récession et de reprise est symétrique. En effet, lorsque la productivité du travail diminue peu au cours de la récession (moins de 4 pour cent), les comportements de la productivité en cours de récession puis de reprise ne sont quasiment pas corrélés. Toutefois, les épisodes les plus extrêmes sont probablement ceux qui se rapprochent le plus de la récession actuelle, pendant laquelle un certain nombre de pays, notamment l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni, ont également enregistré une chute brutale de la productivité du travail. De fait, il y a davantage d'épisodes de chute brutale de la productivité du travail au cours de la présente récession que dans l'échantillon d'épisodes antérieurs. Compte tenu des exemples du passé, les pays où la productivité a fortement baissé au cours de la présente récession pourraient bien connaître un début de reprise caractérisé par une faible création d'emplois, puisque les employeurs ont suffisamment de réserves disponibles pour faire face au redressement de la demande sans avoir à embaucher de nouveaux travailleurs.

Productivité cyclique du travail par employé au cours de la reprise et de la récession qui l'a précédée^a



^a La récession s'entend de la période qui se situe entre le pic et le creux de la courbe du PIB réel. La reprise correspond à la période de huit trimestres qui suit le creux.
^b La productivité cyclique du travail est la différence entre la productivité réelle et la productivité tendancielle du travail, cette dernière étant mesurée par l'OCDE comme la production potentielle de chaque pays divisée par l'emploi tendanciel.
^c Courbe représentative de second ordre (courbe polynomiale (quadratique)).
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 86 et calculs de l'OCDE.

Annexe statistique

Tableau A.1. Pays du G20: Croissance du PIB réel de 2000 à 2009 et prévisions pour 2010

Variation en pourcentage

Pays et groupement	Moyenne 2000-2007	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Estimations 2009	Prévisions 2010	Source des estimations pour 2009 et des prévisions pour 2010
Argentine	3,8	-0,8	-4,4	-10,9	8,8	9,0	9,2	8,5	8,7	7,2	0,9 ^a	3,3	INDEC pour 2009 et Banque centrale d'Argentine pour 2010
Australie	3,4	3,4	2,6	3,8	3,6	3,1	3,4	2,6	4,8	2,3	1,3 ^a	2,9	Banque centrale d'Australie
Brésil	3,4	4,3	1,3	2,6	1,2	5,7	3,1	3,9	6,1	5,1	0,1 ^a	5,2	Ministère des Finances du Brésil
Canada	2,6	5,2	1,8	2,9	1,9	3,1	3,0	2,9	2,5	0,4	-2,6 ^a	2,3	Banque du Canada
Chine	10,3	8,4	8,3	9,1	10,0	10,1	10,4	11,6	13,0	9,0	8,7 ^a	8,8	Bureau national de statistique de la Chine pour 2009 et ONU pour 2010
Zone euro	1,9	4,0	1,9	0,9	0,8	1,9	1,8	3,1	2,8	0,5	-4,0 ^a	0,7	UE
France	1,8	3,9	1,9	1,0	1,1	2,5	1,9	2,2	2,3	0,4	-2,2	1,2	UE
Allemagne	1,2	3,2	1,2	0,0	-0,2	1,2	0,8	3,2	2,5	1,3	-5,0	1,2	UE
Inde	7,4	n.d.	3,9	4,6	6,9	8,0	9,2	9,8	9,3	7,4	6,7 ^a	6,5	Commission indienne de la planification pour 2009 et ONU pour 2010
Indonésie	5,0	5,3	3,6	4,5	4,8	5,0	5,7	5,5	6,3	6,1	4,5	5,0	ONU
Italie	1,1	3,7	1,8	0,5	-0,0	1,5	0,7	2,0	1,6	-1,0	-4,7 ^a	0,7	UE
Japon	1,6	2,9	0,2	0,3	1,4	2,7	1,9	2,0	2,4	-1,2	-5,1 ^a	2,1	Banque du Japon
République de Corée	4,7	8,8	4,0	7,2	2,8	4,6	4,0	5,2	5,1	2,2	0,2	4,6	Banque de Corée
Mexique	2,7	6,6	-1,0	0,1	1,3	4,0	3,2	4,9	3,3	1,5	-6,5 ^a	4,0	Secrétariat aux finances
Fédération de Russie	6,6	10,1	5,1	4,7	7,3	7,2	6,4	7,7	8,1	5,6	-7,0 ^a	1,5	ONU
Arabie saoudite	3,5	4,9	0,5	0,1	7,7	5,3	5,6	3,2	2,0	4,3	0,2 ^a	3,9	Sources nationales (Banque Saudi Fransi)
Afrique du Sud	4,3	4,2	2,7	3,7	2,9	4,6	5,3	5,6	5,5	3,7	-2,2 ^a	3,1	ONU
Espagne	3,4	5,0	3,6	2,7	3,1	3,3	3,6	4,0	3,6	0,9	-3,6 ^a	-0,6	UE
Turquie	4,9	6,8	-5,7	6,2	5,3	9,4	8,4	6,9	4,7	0,9	-6,0 ^a	3,5	Sous-secrétariat d'Etat au Plan
Royaume-Uni	2,6	3,9	2,5	2,1	2,8	3,0	2,2	2,9	2,6	0,6	-4,9	0,6	UE
Etats-Unis	2,4	4,1	1,1	1,8	2,5	3,6	3,1	2,7	2,1	0,4	-2,4	2,9	Réserve fédérale des Etats-Unis

^a Estimation préliminaire pour 2009.

ONU: World Economic Situation and Prospects 2010 (janv. 2010).

UE: Commission européenne pour les pays de l'Union européenne (prévisions intermédiaires du 25 fév. 2010).

Sources: Pour les données de 2000 à 2008, la source est l'OCDE pour les pays membres de cette organisation. Des sources nationales ont été utilisées pour le Mexique.

Tableau A.2. Pays sélectionnés du G20 (18): Taux de chômage annuel, 2000-2009 et évolution prévue en 2010

Pays	Taux de chômage (en pourcentage)										Projection de l'évolution du taux de chômage en 2010 (en points de pourcentage) ^a	Notes
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009		
Argentine	15,1	17,4	19,7	17,3	13,6	11,6	10,2	8,5	7,9	8,7	n.d.	31 agglomérations urbaines. Méthode révisée en 2003; données non rigoureusement comparables.
Australie	6,6	6,7	6,3	6,1	5,5	5,1	4,9	4,4	4,2	5,6	1,1	Main-d'œuvre civile.
Brésil	7,1	6,2	11,7 ^b	12,3	11,5	9,9	10,0	9,3	7,9	8,1	n.d.	Personnes âgées de plus de dix ans, six zones métropolitaines. Méthode révisée en 2002; données non rigoureusement comparables.
Canada	6,8	7,2	7,7	7,6	7,2	6,8	6,3	6,0	6,1	8,3	0,5	Main-d'œuvre civile.
Chine	3,1	3,6	4,0	4,3	4,2	4,2	4,1	4,0	4,0	4,3		Chômage urbain déclaré. Estimations officielles.
France	9,0	8,3	8,6	9,0	9,3	9,3	9,2	8,4	7,8	9,4	0,5	
Allemagne	7,5	7,6	8,4	9,3	9,8	10,7	9,8	8,4	7,3	7,5	1,5	
Indonésie	6,1	8,1	9,1	9,7	9,9	9,9	10,4	9,4	8,4	8,0		
Italie	10,1	9,1	8,6	8,4	8,0	7,7	6,8	6,1	6,7	7,5 ^c	1,4	
Japon	4,7	5,0	5,4	5,3	4,7	4,4	4,1	3,9	4,0	5,1	0,5	
République de Corée	4,4	4,0	3,3	3,6	3,7	3,7	3,5	3,2	3,2	3,6	-0,2 ^d	Main-d'œuvre civile.
Mexique	2,6	2,8	3,0	3,4	3,9	3,6	3,6	3,7	4,0	5,5	0,8 ^d	Personnes âgées de plus de 14 ans. Méthode révisée en 2005; données non rigoureusement comparables.
Fédération de Russie	9,8	8,9	7,9	8,0	7,8	7,2	7,2	6,1	6,3	8,4	n.d.	Personnes âgées de 15 à 72 ans.
Arabie saoudite	4,6	4,6	5,2	n.d.	n.d.	n.d.	6,3	5,6 ^e	5,0 ^e	5,7	n.d.	
Afrique du Sud	23,3	26,2	26,6	24,8	23,0	23,5	22,1	21,0	22,9	24,0	n.d.	Personnes âgées de 15 à 64 ans.
Espagne	11,1	10,3	11,1	11,1	10,6	9,2	8,5	8,3	11,3	18,0	1,1	
Turquie						10,2	9,9	10,2	10,9	13,9 ^f	0,6 ^d	
Royaume-Uni	5,4	5,0	5,1	5,0	4,7	4,8	5,4	5,3	5,6	7,5 ^c	1,3	Personnes âgées de plus de 16 ans.
Etats-Unis	4,0	4,8	5,8	6,0	5,5	5,1	4,6	4,6	5,8	9,3	0,8	Personnes âgées de plus de 16 ans.

Personnes âgées de 15 ans et plus, sauf mention expresse (par exemple: personnes âgées de 14 ans et plus).

^a Sauf mention expresse, la source est l'ONU, janv. 2010, sur la base de taux de chômage harmonisés.

^b Deuxième trimestre.

^c Moyenne des trois premiers trimestres de l'année en cours.

^d Perspectives économiques de l'OCDE n° 86.

^e Avril.

^f Moyenne de janvier à novembre.

Source: BIT, base de données LABORSTA pour les chiffres de 2000 à 2009, établis sur la base de sources officielles nationales.

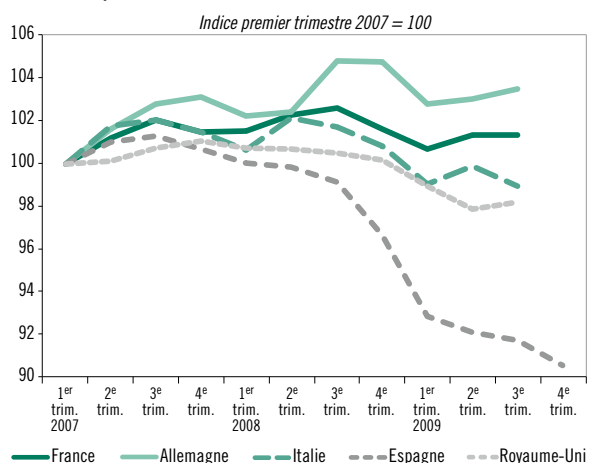
Tableau A.3. Pays sélectionnés du G20 (13): Taux de chômage annuel des hommes et des femmes, 2000-2009*Pourcentage*

Taux de chômage des hommes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Australie	6,7	7,0	6,5	6,0	5,4	4,9	4,8	4,0	4,0	5,7
Brésil	n.d.	n.d.	n.d.	10,1	9,1	7,8	8,2	7,4	6,1	6,5
Canada	6,9	7,5	8,1	7,9	7,5	7,0	6,5	6,4	6,6	9,4
France	7,5	7,0	7,7	8,1	8,4	8,4	8,4	7,8	7,3	9,1
Allemagne (y compris l'ex-RDA dès 1991)	7,5	7,8	8,8	9,8	10,3	11,2	10,2	8,5	7,4	8,0
Italie	7,8	7,1	6,7	6,5	6,4	6,2	5,4	4,9	5,5	6,5
Japon	4,9	5,2	5,5	5,5	4,9	4,6	4,3	3,9	4,1	5,3
République de Corée	5,0	4,5	3,7	3,8	3,9	4,0	3,8	3,7	3,6	4,1
Mexique	n.d.	1,7	1,9	2,3	2,5	3,4	3,4	3,5	3,9	5,4
Afrique du Sud	20,4	23,3	22,6	21,7	19,9	19,7	17,8	28,2	20,0	22,2
Espagne	7,9	7,5	8,1	8,2	8,0	7,1	6,3	6,4	10,1	17,7
Royaume-Uni	5,9	5,5	5,7	5,5	5,1	5,2	5,8	5,6	6,1	8,5
Etats-Unis	3,9	4,8	5,9	6,3	5,6	5,1	4,6	4,7	6,1	10,3
Taux de chômage des femmes										
Australie	6,4	6,4	6,1	6,1	5,7	5,3	5,0	4,8	4,6	5,4
Brésil	n.d.	n.d.	n.d.	15,2	14,4	12,4	12,2	11,6	10,0	9,9
Canada	6,7	6,9	7,1	7,2	6,9	6,5	6,1	5,6	5,7	7,0
France	10,8	9,9	9,7	9,9	10,3	10,3	10,1	9,0	8,4	9,8
Allemagne	7,5	7,4	7,9	8,7	9,1	10,1	9,5	8,3	7,2	6,9
Italie	13,6	12,2	11,5	11,3	10,5	10,0	8,8	7,9	8,5	9,0
Japon	4,5	4,7	5,1	4,9	4,4	4,2	3,9	3,7	3,8	4,8
République de Corée	3,6	3,3	2,7	3,3	3,4	3,4	2,9	2,6	2,6	3,0
Mexique	n.d.	2,0	2,2	2,6	3,1	3,9	3,9	4,1	4,2	5,5
Afrique du Sud	26,5	29,4	31,1	28,4	26,6	27,8	27,0	24,3	26,3	26,1
Espagne	16,0	14,8	15,7	15,3	14,3	12,2	11,6	10,9	13,0	18,4
Royaume-Uni	4,8	4,4	4,5	4,3	4,2	4,3	4,9	5,0	5,1	6,4
Etats-Unis	4,1	4,7	5,6	5,7	5,4	5,1	4,6	4,5	5,4	8,1

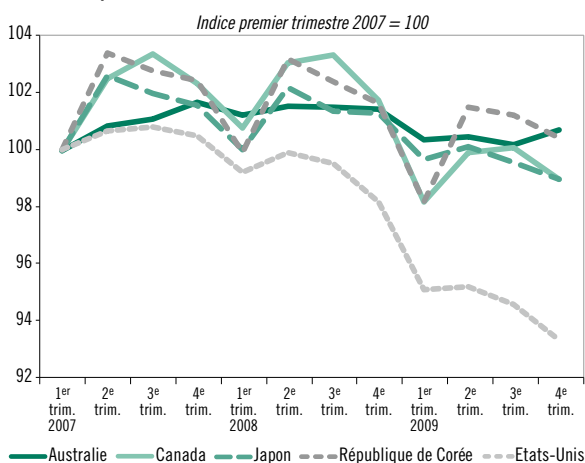
Voir les notes complètes du tableau A.2 de l'annexe.

n.d.: non disponible.

Source: BIT, base de données LABORSTA pour les chiffres de 2000 à 2009, établis sur la base de sources officielles nationales.

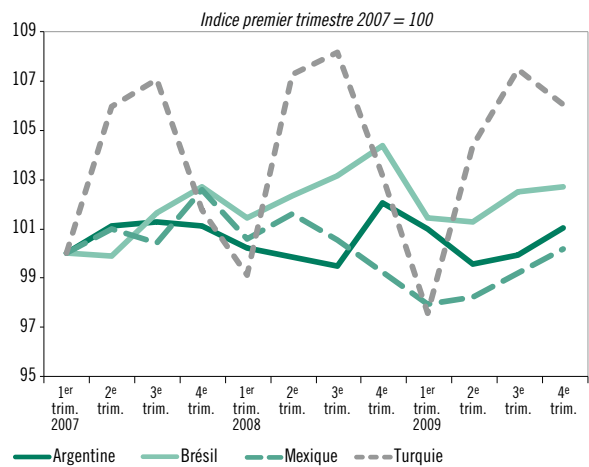
Figure A.1. Pays sélectionnés du G20: Ratio emploi/population, par trimestre, 2007-2009

Source: Calculs du BIT sur la base d'estimations officielles. Données non corrigées des variations saisonnières.

Figure A.2. Pays sélectionnés du G20: Ratio emploi/population, par trimestre, 2007-2009

Source: Calculs du BIT établis sur la base d'estimations officielles. Données non corrigées des variations saisonnières.

Figure A.3. Pays sélectionnés du G20: Ratio emploi/population, par trimestre, 2007-2009



Source: Calculs du BIT sur la base d'estimations officielles. Données non corrigées des variations saisonnières.

Tableau A.4. Pays sélectionnés du G20 (15): Taux de chômage des jeunes: second trimestre de 2009 et second trimestre de 2007

Pays	Second semestre de 2007 (en pourcentage)	Second semestre de 2009 (en pourcentage)	Ecart (en points de pourcentage)
Australie	9,1	11,1	2,0
Brésil ^a	2,0	17,4	-2,6
Canada	1,2	15,7	4,5
France	19,0	24,8	5,8 ^b
Allemagne	10,8	10,1	-0,8 ^b
Italie	21,1	26,1	5,0 ^b
Japon	7,5	9,2	1,8
République de Corée	8,4	9,5	1,1
Mexique ^c	7,3	10,5	3,3
Arabie saoudite ^d	29,0	30,2	1,2
Afrique du Sud	n.d.	48,4	n.d.
Espagne	18,4	41,1	22,7 ^b
Turquie ^e	19,8	23,9	4,0
Royaume-Uni ^{e,f}	14,8	20,5	5,7 ^b
Etats-Unis ^f	10,6	18,1	7,5

^a Six agglomérations.

^b Estimations d'EUROSTAT fondées sur une enquête de population active et les chiffres du chômage déclaré.

^c Les jeunes étant définis comme des personnes âgées de 14 à 24 ans.

^d Chiffres moyens annuels. Les jeunes étant définis comme des personnes âgées de 20 à 24 ans.

^e Second semestre sur la base de la moyenne de juillet à novembre.

^f Les jeunes étant définis comme des personnes âgées de 16 à 24 ans.

Source: Calculs du BIT sur la base d'estimations officielles. Personnes âgées de 15 à 24 ans sauf indication contraire. Données non corrigées des variations saisonnières.

